

FDJ

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 JUIN 2021**

SOMMAIRE

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2021, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 30 juillet 2021

Madame Stéphane Pallez
Présidente directrice générale

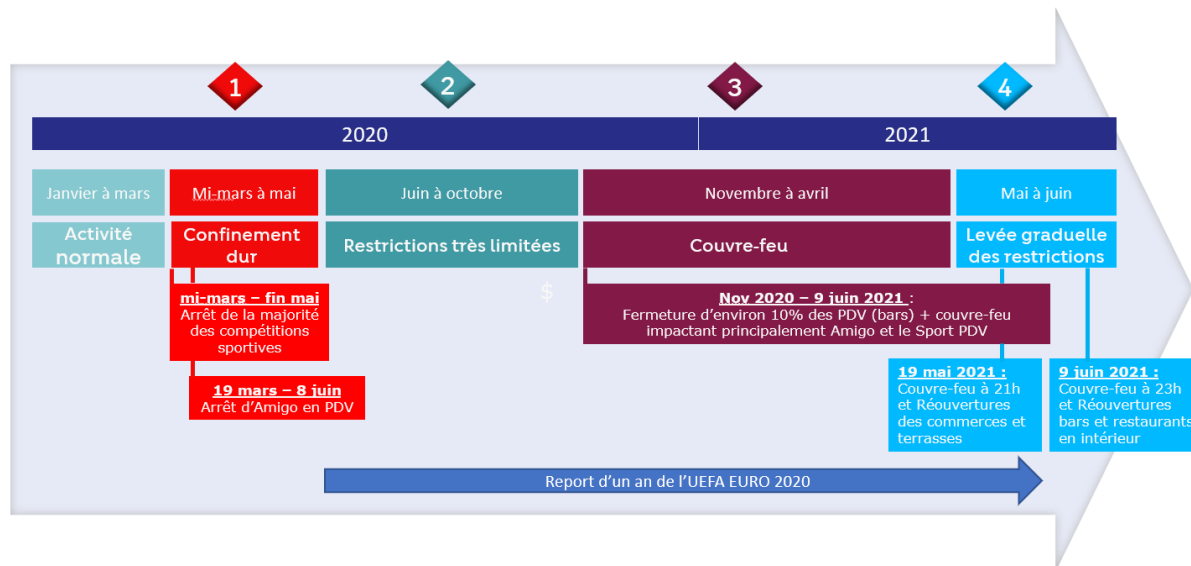
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 JUIN 2021

1	FAITS MARQUANTS.....	5
2	RESULTATS DU GROUPE.....	6
3	PERSPECTIVES 2021	15
4	PRINCIPAUX RISQUES	16
5	PARTIES LIEES	16
6	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	16

1 Faits marquants

Un semestre marqué par un contexte sanitaire évolutif



Malgré un contexte sanitaire toujours marqué par des restrictions mais évoluant favorablement depuis mi-mai, l'activité du groupe FDJ sur le 1^{er} semestre 2021 a été bien orientée, bénéficiant d'un planning marketing et commercial aussi soutenu qu'avant-crise, ainsi que d'un calendrier des compétitions sportives normal sur l'ensemble du semestre, auquel s'est ajouté l'UEFA Euro 2020 de football, du 11 juin au 11 juillet.

La levée progressive des limitations (fermetures des bars et restaurants, couvre-feux) entre début mai et fin juin a permis à FDJ de retrouver à la fin du semestre un environnement quasi-normal sur son réseau de points de vente. Le Groupe bénéficie ainsi d'une meilleure visibilité sur son activité lui permettant d'annoncer ses perspectives 2021 établies hors nouvelles mesures de restrictions liées à l'évolution de la situation sanitaire.

Versement à l'Etat des fonds joueurs clos (156 M€) en application de la loi Pacte

La loi Pacte prévoyait que les fonds joueurs clos à partir du 1^{er} janvier 2020, à savoir les fonds de contrepartie, fonds permanent et fonds de réserve, soient versés à l'Etat au plus tard le 30 décembre 2022. Sur le 1^{er} semestre, le Groupe a procédé au paiement de ces fonds (156 M€), présentés en dettes financières au 31 décembre 2020.

Autres faits marquants

FDJ et la Confédération des buralistes ont décidé d'étendre à d'autres factures du quotidien de grands opérateurs de services (énergéticiens, bailleurs sociaux, etc) leur partenariat existant d'externalisation des encaissements des trésoreries publiques. Cette opération permet ainsi d'enrichir le portefeuille de services disponibles aujourd'hui dans plus de 10 000 points de vente.

2 Résultats du Groupe

2.1 Commentaires sur le compte de résultat consolidé

M€	30.06.2021	30.06.2020	Variation vs N-1	
Mises	9 159,1	6 898,4	2 260,7	32,8%
Part revenant aux gagnants	-6 294,0	-4 645,5	-1 648,4	35,5%
Produit brut des jeux (PBJ)	2 865,1	2 252,8	612,3	27,2%
Prélèvements publics	-1 815,4	-1 429,8	-385,6	27,0%
Autres activités paris sportifs	8,1	6,0	2,1	35,7%
Produit net des jeux (PNJ)	1 057,8	829,0	228,8	27,6%
Produit des autres activités	23,9	19,7	4,3	21,7%
Chiffre d'affaires	1 081,8	848,6	233,1	27,5%
Coûts des ventes	-590,8	-481,9	-108,9	22,6%
Coûts marketing et communication	-195,1	-147,5	-47,6	32,3%
Coûts administratifs et généraux	-89,8	-87,0	-2,8	3,2%
Autres produits / charges opérationnels	-8,3	-8,5	0,2	-2,1%
Résultat opérationnel courant	197,8	123,8	74,0	59,8%
EBITDA	261,2	173,9	87,3	50,2%
Résultat opérationnel	197,0	93,7	103,3	110,3%
Résultat financier	3,8	-5,2	9,0	-171,7%
QP dans le résultat des entreprises associées	1,9	0,5	1,3	248,3%
Impôt sur le résultat	-56,9	-38,8	-18,1	46,7%
Résultat net	145,7	50,2	95,5	190,2%

Le niveau de mises du 1^{er} semestre 2020 ayant été particulièrement impacté par la crise sanitaire, le Groupe présente en complément ci-dessous et à titre de comparaison les données au 30 juin 2019 retraitées de la nouvelle fiscalité applicable en 2020 et de Sporting Group en année pleine.

Les **mises** du Groupe s'élevaient à 9 159,1 M€, en hausse de 32,8% par rapport au 30 juin 2020 et 8,3% par rapport au 30 juin 2019 retraité¹.

¹ 2019 retraité du nouveau cadre fiscal et intégrant Sporting Group en année pleine

L'évolution des mises par gamme est la suivante :

M€	30.06.2021	30.06.2020	Variation vs N-1		30.06.2019 Retraité (**)	Variation vs 2019 retraité	
Jeux instantanés	4 282,5	3 558,1	724,4	20,4%	4 011,6	270,9	6,8%
Jeux de tirage	2 594,7	2 218,6	376,1	17,0%	2 598,0	-3,3	-0,1%
Loterie	6 877,2	5 776,7	1 100,5	19,1%	6 609,5	267,6	4,0%
Paris sportifs	2 262,9	1 107,9	1 155,1	104,3%	1 810,4	452,5	25,0%
Autres*	19,0	13,8	5,2	37,5%	33,8	-14,8	-43,8%
Mises	9 159,1	6 898,4	2 260,7	32,8%	8 453,7	705,3	8,3%
<i>dont mises digitales</i>	<i>1 077,3</i>	<i>629,7</i>	<i>447,6</i>	<i>71,1%</i>	<i>537,0</i>	<i>540,2</i>	<i>100,6%</i>
<i>dont mises numérisées</i>	<i>2 689,6</i>	<i>1 404,4</i>	<i>1 285,2</i>	<i>91,5%</i>	<i>1 686,1</i>	<i>1 003,5</i>	<i>59,5%</i>

* offre de paris sportifs classiques (« fixed odds ») proposée par Sporting Group

** retraité du nouveau cadre fiscal et intégrant Sporting Group en année pleine

❖ Loterie (+1 100 M€ ; +19,1% vs 2020)

Les mises des jeux de loterie affichent une hausse de 19,1% vs. 2020. Leur évolution est de 4,0% vs. 2019 retraité.

Les jeux instantanés voient leurs mises augmenter de 20,4% vs 2020 pour s'établir à 4,3 Mds€. La dynamique des jeux instantanés s'explique notamment par le bon accueil réservé aux nouveaux jeux et la performance des plus vendus. Pour rappel, les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid au 1^{er} semestre 2020 avaient entraîné la fermeture de près de 20% des points de vente pendant le 1^{er} confinement et une forte baisse de fréquentation en point de vente.

Les jeux de tirage voient leurs mises augmenter de 17,0% vs. le 1^{er} semestre 2020 pour s'établir à 2,6 Mds€. En 2021, malgré une performance d'Amigo encore dégradée sur le 1^{er} semestre du fait de la fermeture des bars, les jeux de tirage ont bénéficié de cycles longs Euromillions au 1^{er} trimestre avec notamment le jackpot le plus élevé jamais remporté (210 M€). La stabilité des jeux de tirage par rapport au 1^{er} semestre 2019 est également attribuable au recul des mises du jeu Amigo. A fin juin, les mises hebdomadaires du jeu ont néanmoins retrouvé un niveau comparable à celui de fin juin 2019.

Les mises digitales de la loterie continuent d'afficher une bonne dynamique, avec une hausse de plus de 50 % par rapport au 1^{er} semestre 2020, à 0,7 milliard d'euros, essentiellement portée par la croissance du nombre de joueurs. Sur le semestre, les mises en ligne représentent près de 11 % des mises totales de la loterie.

❖ Paris sportifs (+1 155 M€ ; +104,3% vs 2020)

Les mises des paris sportifs bénéficient du retour à un calendrier « normal » d'événements sportifs ainsi que des mises liées à l'UEFA EURO 2020 de football qui a débuté le 11 juin 2021. Les mises s'affichent ainsi en progression de 104,3% par rapport au 1^{er} semestre 2020, au cours duquel la très grande majorité des compétitions sportives nationales et internationales avaient été interrompues de mi-mars à mi-mai 2020. Par rapport au 1^{er} semestre 2019, les mises affichent une progression de +25%. ParionsSport En Ligne a, en particulier, enregistré une très forte dynamique.

L'UEFA Euro 2020, en dépit de l'absence de l'équipe de France de la phase finale, a généré 260 millions d'euros de paris pour FDJ, avec des mises moyennes par match de 5 millions d'euros, comparables à celles enregistrées lors de la Coupe du Monde 2018, mais un nombre de matches inférieur de 20% entre l'UEFA Euro 2020 et la précédente Coupe du Monde. Tout au long du semestre et notamment à l'occasion de l'UEFA Euro 2020, FDJ a réaffirmé son engagement en matière de prévention des risques de dépendance et de jeu excessif. Le Groupe accompagne systématiquement ses publicités de messages très visibles et consacre 10 % de son budget global d'achats d'espaces télévisés aux communications sur le jeu responsable, et en particulier sur l'interdiction du jeu d'argent pour les mineurs.

❖ Mises numérisées et digitales

Les mises digitales du Groupe ont atteint 1,1 milliard d'euros, soit une progression supérieure à 70 % par rapport au 1er semestre 2020 ; elles représentent 12 % des mises totales du semestre. Leur croissance combinée à un taux de dématérialisation des prises de jeux en point de vente très élevé, 85% pour les paris sportifs, a permis un doublement des mises numérisées par rapport au 1er semestre 2020, à plus de 29 % des mises totales (vs 20 % à fin 2020).

Produit Net des Jeux (PNJ)

Le **Produit Net des Jeux (PNJ)** correspond aux mises des joueurs, minorées des gains reversés ou à verser aux joueurs, et des prélèvements publics. Il intègre également le revenu généré par l'activité B2C² de Sporting Group (*spread betting ou paris à fourchette³, fixed odds betting ou paris à cotes fixes*).

La **part revenant aux gagnants** s'élève à 6 294 M€ à fin juin 2021 (+35,5% vs 2020). Le Taux de Retour aux Joueurs (TRJ) moyen de la période s'établit ainsi à 68,7%, comparativement à 67,3% au 30 juin 2020, niveau bas du fait d'un effet mix atypique entre Loterie et Sport, et à 68,6% au 30 juin 2019. Le TRJ sur les paris sportifs est en hausse (77,5% sur le 1^{er} semestre 2021 vs. 73,1% sur le premier semestre 2020) du fait de la victoire des favoris lors des principales compétitions. Il était de 77,5% au 1^{er} semestre 2019.

Le **Produit Brut des Jeux (PBJ)** correspond à la différence entre les mises et la part revenant aux gagnants. Il s'élève à 2 865 M€ à fin juin 2021 (+27,2% vs 2020).

Les **prélèvements publics** s'établissent à 1 815 M€, en hausse de 27,0% (+386 M€) par rapport au 30 juin 2020. Leur variation suit celle du PBJ, assiette de leur calcul depuis l'entrée en vigueur de la loi Pacte le 1^{er} janvier 2020.

Le **Produit Net des Jeux** constitue la rémunération du groupe FDJ sur ses activités des jeux. Il atteint 1 058 M€, en hausse de 229 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+27,6%).

Chiffre d'affaires

² B2C désigne les activités commerciales et marketing réalisées pour les consommateurs finaux

³ Le *spread betting* consiste à pronostiquer si un nombre d'actions (ou faits de match) durant une rencontre sera inférieur ou supérieur à une fourchette d'actions (*spread*) fixée par le coteur.

Le **chiffre d'affaires** du Groupe s'établit ainsi à 1 081,8 M€ à fin juin 2021, en augmentation de 233,1 M€ par rapport au 30 juin 2020. Sa progression de +27,5% est corrélée à celle du PNJ.

Résultat Opérationnel Courant (ROC) / EBITDA

Les **coûts des ventes** s'élèvent à 590,8 millions d'euros, et incluent 433 millions d'euros de rémunération des détaillants dont le niveau évolue mécaniquement avec celui des mises réseau.

Les **coûts marketing et communication** s'élèvent à 195,1 millions d'euros. Ils comprennent les coûts de publicité et de communication, en fort rebond par rapport à un 1^{er} semestre 2020 marqué par la réduction temporaire des dépenses publi-promotionnelles, et ceux liés au développement continu de l'offre de jeux et de services du Groupe.

Les **coûts administratifs et généraux** regroupent principalement les frais de personnel et de fonctionnement des fonctions centrales, ainsi que les coûts des bâtiments et les coûts d'infrastructures informatique. Ils s'établissent à 89,8 M€ à fin juin 2021, en hausse de 2,8 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2020 (+3,2%) au cours duquel certaines dépenses de fonctionnement (frais de déplacement, honoraires et communication interne) avaient été réduites dans le cadre du plan d'économies enclenché au 1^{er} semestre 2020.

Les **autres produits et charges opérationnels** s'élèvent à 8,3 M€ à fin juin 2021, et incluent principalement la charge d'amortissement des droits exclusifs d'exploitation des jeux.

Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** du Groupe s'établit ainsi à 197,8 M€ à fin juin 2021, en hausse de 74,0 M€ (+59,8%) comparativement au 30 juin 2020.

Les **dotations nettes aux amortissements** sur les actifs corporels et incorporels s'élèvent à 63,3 M€ au 30 juin 2021 (vs. 50 M€ au 30 juin 2020). Leur progression est principalement induite par le raccourcissement des durées d'amortissement de certains coûts de développement activés dans un contexte d'innovation technologique constante, et par le démarrage de l'amortissement du contrat de partenariat avec les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

L'**EBITDA** qui correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements s'établit à 261,2 M€, en hausse de 87,3 M€ (+50,2%) par rapport au 30 juin 2020. Le taux de **marge d'EBITDA** atteint 24,1 % au 30 juin 2021, en hausse de 3,7 points par rapport au 30 juin 2020, qui reflète un niveau de charges réduit du fait du contexte sanitaire sur le 1^{er} semestre, notamment sur l'animation commerciale en points de vente.

Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels non courants** s'établissent à -1 M€ à fin juin 2021. Pour rappel, ils étaient de -30 M€ au 30 juin 2020, incluaient principalement des dépréciations d'actifs (-26 M€) et des charges de restructuration liées à l'arrêt de l'activité trading en propre de Sporting Group (-3,4 M€).

Le **résultat opérationnel** s'établit à 197,0 M€ à fin juin 2021, en hausse de 103,3 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+110,3%).

Résultat financier

L'amélioration du **résultat financier** (+3,8 M€ à fin juin 2021 contre -5,2 M€ à fin juin 2020) s'explique principalement par l'évolution favorable des marchés financiers, les titres évalués à la juste valeur par résultat ayant généré un produit de 3,3 M€ en 2021 contre une charge de 4,7 M€ en 2020.

Impôt sur le résultat

La **charge d'impôt** du Groupe augmente de 18,1 M€ consécutivement à l'augmentation du résultat imposable de FDJ SA. Le taux d'impôt effectif ressort à 28,1% à fin juin 2021.

Résultat net

Le **résultat net consolidé** s'élève ainsi à 145,7 M€ à fin juin 2021.

2.2 Information sectorielle

en millions d'euros	30.06.2021						
	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort.	Total Groupe
Mises	6 877	2 263	19	0	9 159		9 159
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 356	508	1	0	2 865		2 865
Produit Net des Jeux (PNJ)	805	244	9	0	1 058		1 058
Chiffre d'Affaires	807	244	30	0	1 082		1 082
Coûts des ventes	-441	-126	-4	0	-571	-20	-591
Coûts marketing et communication	-69	-57	-26	-17	-169	-26	-195
Marge contributive	298	61	0	-17	342	-46	296
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-81	-81	-17	-98
EBITDA					261		
Amortissement						-63	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							198

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2020						Total Groupe
	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort.	
Mises	5 777	1 108	14	0	6 898		6 898
Produit Brut des Jeux (PBJ)	1 954	298	1	0	2 253		2 253
Produit Net des Jeux (PNJ)	677	145	6	0	829		829
Chiffre d'Affaires	679	145	24	1	849		849
Coûts des ventes	-395	-65	-3	0	-464	-18	-482
Coûts marketing et communication	-65	-34	-21	-12	-133	-14	-147
Marge contributive	219	45	-1	-12	251	-32	219
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-78	-78	-18	-95
EBITDA					174		
Amortissement						-50	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							124

BU Loterie :

La hausse de 19,1 % des mises et de 18,9 % du chiffre d'affaires de la loterie par rapport au 1^{er} semestre 2020 est liée à la fois à la performance des jeux instantanés (+20,4%) et des jeux de tirage (+17,0%) qui progressent malgré la performance encore dégradée d'Amigo qui a pâti du contexte sanitaire et de la fermeture des bars sur le semestre. Hors Amigo, les mises tirage sont en croissance de plus de 20 %, portées par Loto et Euromillions, qui continuent de bénéficier du succès de leurs nouvelles formules mais également d'importants cycles longs au 1^{er} trimestre, avec par exemple le jackpot Euromillions le plus élevé jamais remporté de 210 millions d'euro (voir note 2.1. Commentaires sur le compte de résultat consolidé).

Les coûts des ventes s'établissent à 441 M€ au 30 juin 2021, en hausse de 46 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+11,5%). Ils correspondent principalement à la rémunération des détaillants qui s'établit à 332 M€ au 30 juin 2021 contre 286 M€ au 30 juin 2020 (soit +46 M€, +16,1 %), dont l'évolution est en ligne avec celle des mises réseau sur la période.

La progression de 6% des coûts marketing et communication de la loterie (qui s'établissent à 69 M€ à fin juin 2021) est principalement relative au développement de l'offre de jeu.

La marge contributive de la BU Loterie ressort à 298 M€ au 30 juin 2021. Le niveau de marge du 1^{er} semestre 2021 reflète des investissements commerciaux moins élevés en rapport avec la fermeture de près de 10% des points de vente pendant la plus grande partie du semestre, ainsi que l'augmentation du poids relatif des mises digitales, en progression de plus de 50 % par rapport au 1^{er} semestre 2020.

BU Paris sportifs :

Les mises de la BU Paris sportifs affichent au 30 juin 2021 une augmentation de 104,3 % par rapport au 30 juin 2020, bénéficiant d'une part d'un effet de comparaison favorable lié à une activité fortement impactée par la crise sanitaire lors du 1^{er} semestre 2020, et d'autre part d'un calendrier 2021 enrichi par l'UEFA Euro 2020 de football (voir note 2.1. Commentaires sur le compte de résultat consolidé). Le chiffre d'affaires augmente moins vite que les mises (+68,3 %), du fait d'un TRJ plus élevé au 1^{er} semestre 2021 qu'au 1^{er} semestre 2020 (77,5 % vs 73,1% au 1^{er} semestre 2020 et 77,7% au 1^{er} semestre 2019).

Les coûts des ventes s'établissent à 126 M€ au 30 juin 2021, en hausse de 60 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+92,6 %). Ils correspondent principalement à la rémunération des détaillants dont l'évolution est en ligne avec celle des mises réseau sur la période. De plus, l'annulation de compétitions en 2020 et le report sur 2021 d'événements tels que l'UEFA Euro 2020 de football avait vu le montant des droits au pari⁴ diminuer, tout comme les coûts d'animation du point de vente.

La hausse des coût marketing (57 M€ à fin juin 2021, +23 M€ par rapport au 30 juin 2020, soit + 67,6%) est principalement liée au ralentissement des campagnes promotionnelles au 2^{ème} trimestre 2020, reflet du plan d'économies initié par le Groupe dans un contexte d'assèchement presque total de l'offre de jeu. Ces coûts incluent également. Les coûts marketing et communication tiennent compte des dépenses marketing dans le cadre de l'UEFA Euro 2020, ainsi que des campagnes en faveur du jeu responsable.

Pour rappel, les dépenses media moyennes mensuelles avaient été réduites de près de 80 % au 2^{ème} trimestre 2020 en lien avec l'arrêt des compétitions.

La marge contributive de la BU Paris sportifs ressort à 61 M€ au 30 juin 2021 du fait d'un TRJ moyen en hausse combiné à une augmentation des coûts d'exploitations qui avaient été temporairement réduits en 2020.

ABU :

Les ABU ou activités adjacentes (International, Paiement & Services et Divertissement) enregistrent un chiffre d'affaires de 30 M€, en augmentation de 6 M€ par rapport au 30 juin 2020. Cette hausse est imputable d'une part à l'assèchement de l'offre de paris sportifs qui avait pénalisé Sporting Group sur le 1^{er} semestre 2020, et d'autre part au développement de l'activité de paiement en point de vente mis en place avec la DGFIP.

La marge contributive des ABU ressort nulle à fin juin 2021, en légère amélioration (+ 1 M€) par rapport au 30 juin 2020.

⁴ Depuis l'ouverture à la concurrence du marché des jeux d'argent et de hasard en ligne, la France a choisi de reconnaître une protection spécifique aux manifestations sportives en instaurant la notion de « droit au pari » décrite par le Code du sport. Les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent. Ce droit d'exploitation inclut le droit de consentir à l'organisation de paris sur les manifestations ou compétitions sportives, contre rémunération de la part des opérateurs de paris (en général un % des mises enregistrées sur les compétitions concernées).

Holding :

Les coûts de holding s'établissent à 98 M€, en augmentation de 8 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2020. Celle-ci reflète la hausse de certains postes de charge (campagne d'image « corporate », frais de déplacement, honoraires et communication interne) objets du plan d'économies en 2020.

2.3 Evolution et structure du bilan – Excédent Net de Trésorerie

M€	30.06.2021	31.12.2020	Var°
Actifs non courants	1 663,6	1 508,3	155,4
<i>dont écarts d'acquisition</i>	28,2	26,9	1,3
<i>dont droits exclusifs d'exploitation</i>	347,9	355,5	-7,5
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	183,9	165,7	18,2
<i>dont immobilisations corporelles</i>	360,6	374,2	-13,6
<i>dont actifs financiers non courants</i>	725,9	571,4	154,5
Actifs courants	972,1	1 389,8	-417,7
<i>dont créances clients et réseau de distribution</i>	168,2	255,4	-87,1
<i>dont autres actifs courants</i>	63,7	214,8	-151,1
<i>dont actifs financiers courants</i>	32,1	215,7	-183,6
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	693,8	673,2	20,6
Total Actif	2 635,7	2 898,0	-262,3
Capitaux propres	678,3	698,7	-20,4
Passifs non courants	615,3	630,8	-15,6
<i>dont passifs financiers non courants</i>	497,1	510,0	-12,8
Passifs courants	1 342,1	1 568,5	-226,3
<i>dont dettes fournisseurs et réseau de distribution</i>	211,6	249,0	-37,4
<i>dont fonds joueurs courants</i>	240,6	192,4	48,1
<i>dont passifs de prélèvements publics</i>	305,6	412,0	-106,4
<i>dont gains à payer</i>	318,8	288,8	30,0
<i>dont autres passifs courants</i>	181,6	194,4	-12,9
<i>dont dettes envers l'Etat au titre des droits exclusifs d'exploitation</i>	0,0	0,0	0,0
<i>dont passifs financiers courants</i>	59,5	218,2	-158,7
Total Passif	2 635,7	2 898,0	-262,3

Actifs et passifs non courants

L'augmentation des actifs non courants par rapport au 31 décembre 2020 de 155 M€ porte principalement sur les actifs financiers non courants. Elle fait suite à la souscription de nouveaux comptes à terme pour 60 M€ et, dans une optique de diversification, à la mise en place de fonds dédiés investis en obligations pour 90 M€ dans le cadre de la politique d'allocation d'actifs du Groupe.

La diminution des passifs non courants de 16 M€ est principalement expliquée par le reclassement en passifs financiers courants de la part courante des emprunts (13 M€) compte tenu des échéances de remboursements.

Actifs et passifs courants hors actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie

La diminution des actifs courants non financiers de 238 M€ concerne :

- les créances clients et réseau de distribution, dont la diminution de 87 M€ sur le semestre s'explique par un effet calendrier, conjugué à un niveau d'activité sur fin juin traditionnellement moindre que sur fin décembre ;
- les autres actifs courants (-151 M€). Ils comprenaient fin 2020, en application de la loi Pacte, un acompte à l'Etat sur les prélèvements publics du mois de décembre (165 M€).

Les passifs courants diminuent de 226 M€ principalement sous l'effet, d'une part de la baisse des passifs de prélèvements publics (-106 M€) impactés par un niveau d'activité sur le mois de juin traditionnellement moins élevé que celui de décembre, et d'autre part de la baisse des passifs financiers courants (-159 M€) suite au versement à l'Etat de 156 M€ consécutif à la clôture des fonds joueurs prévus par la loi Pacte.

Actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie

Les actifs financiers courants diminuent de 184 M€ principalement suite à l'arrivée à échéance de comptes à terme.

La trésorerie et équivalents de trésorerie augmente de 21 M€, portée par les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles sur le semestre (+361 M€), en partie compensés par le paiement des dividendes au titre de l'exercice 2020 (167 M€) et le remboursement des passifs financiers courants (170 M€, dont 156 M€ de versement à l'Etat et 14 M€ de remboursement de la part à moins d'un an des emprunts).

Excédent Net de Trésorerie

En millions d'euros	30.06.2021	31.12.2020
Actifs financiers non courants au coût amorti	380,0	320,0
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	266,4	182,1
Autres	79,4	69,2
Total Actifs financiers non courants	725,9	571,4
Actifs financiers courants au coût amorti	1,4	210,0
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	30,1	5,0
Instruments dérivés courants	0,0	0,5
Dépôts et cautionnements	0,6	0,2
Total Actifs financiers courants	32,1	215,7
Total Actifs financiers	758,0	787,1
Placements, équivalents de trésorerie	230,3	218,5
Comptes bancaires et autres disponibilités	463,5	454,7
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	693,8	673,2
Dettes financières, part à plus d'un an	-479,8	-490,2
Dettes de location, part à plus d'un an	-16,8	-19,3
Autres passifs financiers	-0,5	-0,5
Total Passifs financiers non courants	-497,1	-510,0
Dettes financières, part à moins d'un an	-27,0	-26,9
Dettes de location, part à moins d'un an	-5,3	-6,8
Instruments dérivés courants	-0,6	-1,7
Découverts bancaires	0,0	-0,3
Autres passifs financiers	-26,7	-182,6
Total passifs financiers courants	-59,5	-218,2
Total Passifs financiers	-556,7	-728,2
Dépôts & cautionnements reçus / donnés (courants & non courants)	-75,0	-64,0
Trésorerie soumise à restrictions	-3,9	-5,0
Sommes allouées exclusivement aux gagnants du jeu Euromillions	-104,0	-85,8
EXCEDENT NET DE TRESORERIE	712,2	577,3

3 Perspectives 2021

Sur la base d'un environnement stabilisé, le Groupe anticipe le maintien d'une bonne dynamique d'activité au 2nd semestre et accélérera ses investissements commerciaux.

Ainsi, pour l'ensemble de l'exercice 2021, FDJ prévoit :

- des mises de l'ordre de 18,8 milliards d'euros ;
- un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros ;
- un taux de marge d'EBITDA supérieur ou égal à 22 % ;
- et un taux de conversion de l'EBITDA en cash-flow libre⁵ maintenu à plus de 80 %.

⁵ Cash flow libre = flux de liquidité généré par l'exploitation après investissements liés à l'exploitation

Ces prévisions intègrent l'impact, sur le 2nd semestre, tant au niveau de l'activité que des charges, de la réouverture des points de vente avec la dynamique de reprise d'Amigo et des jeux instantanés. Dans le même temps, la loterie en ligne poursuivra sa croissance pour atteindre 1,5 milliard d'euros de mises en 2021 après avoir dépassé le seuil de 1,1 milliard d'euros en 2020. Enfin, la croissance des paris sportifs restera soutenue.

4 Principaux risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du 2nd semestre 2021 sont de même nature que ceux qui sont présentés dans le chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel 2020, réf. R.21-006 approuvé le 8 avril 2021 par l'AMF. Les évolutions sur le semestre des risques liés aux instruments financiers et aux litiges sont exposées dans les notes 3.4 « Couverture des risques opérationnels », 7.2 « Gestion des risques financiers » et 14 « Procédures contentieuses et judiciaires en cours » des notes aux comptes consolidés semestriels du présent rapport.

5 Parties liées

Les parties liées au 30 juin 2021 sont identiques à celles identifiées au 31 décembre 2020 et les transactions intervenues sont également de même nature.

6 Événements postérieurs à la clôture

Deux plaintes ont été déposées après la privatisation de la FDJ auprès de la Commission européenne, référencées dans le registre des aides d'Etat de celle-ci sous les numéros SA. 56399 et SA. 56634, pour octroi supposé d'aides d'Etat (sous la forme de garantie, de traitement fiscal préférentiel et d'octroi de droits exclusifs pour une rémunération insuffisante).

Le 26 juillet 2021, la Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie à l'encontre de la France sur le caractère approprié de la somme de 380 millions d'euros versée en «rémunération des droits exclusifs accordés» sur les paris sportifs en point de vente et la loterie. Le sujet de la garantie a été clôturé par la Commission, cette dernière confirmant l'absence de garantie au sens des aides d'Etat, et l'enquête préliminaire faisant suite aux plaintes est toujours en cours sur le traitement fiscal.

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

30 JUIN 2021

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	19
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	20
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	21
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	22
1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE	24
1.1 INFORMATIONS GENERALES	24
1.2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DU GROUPE FDJ (LE GROUPE)	25
1.3 FAITS MARQUANTS	25
1.4 EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	26
2 REFERENTIEL ET PRINCIPES COMPTABLES	26
2.1 BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS	26
2.2 TEXTES ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE ET NON APPLIQUES PAR ANTICIPATION PAR LE GROUPE	27
2.3 NORMES, INTERPRETATIONS ET AMENDEMENTS D'APPLICATION OBLIGATOIRE AU 1 ^{ER} JANVIER 2021	28
2.4 TEXTES NON ENCORE ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE	28
3 DONNEES OPERATIONNELLES	28
3.1 PRODUIT NET DES JEUX (PNJ) ET CHIFFRE D'AFFAIRES	28
3.2 RESULTAT OPERATIONNEL	29
3.3 INFORMATION SECTORIELLE	30
3.4 COUVERTURE DES RISQUES OPERATIONNELS.....	31
3.5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	32
3.6 FONDS JOUEURS.....	33
3.7 CREANCES COURANTES	33
3.8 DETTES COURANTES	34
4 ECART D'ACQUISITION	35
5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	36
5.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	36
5.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	37
6 PROVISIONS	37
7 TRESORERIE ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	38
7.1 RESULTAT FINANCIER	38
7.2 GESTION DES RISQUES FINANCIERS	38
7.3 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	41
7.4 ECHEANCIER DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	42
7.5 VARIATION DES PASSIFS FINANCIERS	43
7.6 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	43
8 FLUX DE TRESORERIE.....	44

9 PARTICIPATIONS DANS LES COENTREPRISES	44
10 IMPOT	45
11 RESULTAT PAR ACTION.....	45
12 CAPITAUX PROPRES.....	45
12.1 CAPITAL SOCIAL.....	45
12.2 ACTIONS AUTODETENUES	45
12.3 PAIEMENT FONDE SUR DES ACTIONS	46
12.4 DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	46
12.5 RESERVES.....	46
13 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	47
13.1 ETAT	47
13.2 AUTRES PARTIES LIEES.....	48
14 PROCEDURES CONTENTIEUSES ET JUDICIAIRES EN COURS	48
15 ENGAGEMENTS HORS BILAN	49
16 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	49

Compte de résultat consolidé

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi à la centaine de milliers d'euros. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre les différents états.

<i>En millions d'euros</i>	Note	30.06.2021	30.06.2020
<i>Mises</i>	3.1	9 159,1	6 898,4
<i>Part revenant aux gagnants</i>	3.1	-6 294,0	-4 645,5
Produit brut des jeux	3.1	2 865,1	2 252,8
<i>Prélèvements publics</i>	3.1	-1 815,4	-1 429,8
<i>Autres activités paris sportifs</i>	3.1	8,1	6,0
Produit net des jeux	3.1	1 057,8	829,0
Produit des autres activités	3.1	23,9	19,7
Chiffre d'affaires	3.1	1 081,8	848,6
Coûts des ventes	3.2	-590,8	-481,9
Coûts marketing et communication	3.2	-195,1	-147,5
Coûts administratifs et généraux	3.2	-89,8	-87,0
Autres produits opérationnels	3.2	0,1	0,5
Autres charges opérationnelles	3.2	-8,4	-9,0
Résultat opérationnel courant	3.2	197,8	123,8
Autres produits opérationnels non courants	3.2	0,0	0,2
Autres charges opérationnelles non courantes	3.2	-0,9	-30,3
Résultat opérationnel		197,0	93,7
Coût de l'endettement financier		-2,9	-2,1
Autres produits financiers		6,8	5,7
Autres charges financières		-0,2	-8,9
Résultat financier	7.1	3,8	-5,2
Quote-part dans les résultats nets des coentreprises	9	1,9	0,5
Résultat avant impôt		202,6	89,0
Charge d'impôt sur le résultat	10	-56,9	-38,8
Résultat net de l'exercice		145,7	50,2
Dont			
- Part du Groupe		145,7	50,2
- Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Résultat de base par action (en euros)	11	0,76	0,26
Résultat dilué par action (en euros)	11	0,76	0,26

Etat du résultat global consolidé

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	30.06.2020
Résultat net de l'exercice	145,7	50,2
Couverture des flux de trésorerie, avant impôt	1,1	0,1
Couverture d'investissement net dans des activités à l'étranger, avant impôt	-3,2	6,6
Variation nette des écarts de conversion, avant impôt	3,9	-2,4
Impôt lié aux éléments recyclables	0,4	-2,1
Eléments recyclés ou recyclables ultérieurement en résultat	2,1	2,2
Gains et pertes actuariels	3,2	0,3
Impôts liés aux écarts actuariels	-1,3	-0,1
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat	1,9	0,2
Autres éléments du résultat global	4,1	2,4
Résultat global de la période	149,8	52,7
Dont		
- Part du Groupe	149,8	52,7
- Participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0

Etat de la situation financière consolidée

<i>En millions d'euros</i>			
ACTIF	Note	30.06.2021	31.12.2020
Ecart d'acquisition	4	28,2	26,9
Droits exclusifs d'exploitation	5.1	347,9	355,5
Autres immobilisations incorporelles	5.1	183,9	165,7
Immobilisations corporelles	5.2	360,6	374,2
Actifs financiers non courants	7.3	725,9	571,4
Participations dans des coentreprises	9	17,2	14,7
Actifs non courants		1 663,6	1 508,3
Stocks		13,9	14,9
Créances clients et réseau de distribution	3.7	168,2	255,4
Autres actifs courants	3.7	63,7	214,8
Actifs d'impôts exigibles		0,3	15,8
Actifs financiers courants	7.3	32,1	215,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.6	693,8	673,2
Actifs courants		972,1	1 389,8
TOTAL ACTIF		2 635,7	2 898,0

<i>En millions d'euros</i>			
PASSIF	Note	30.06.2021	31.12.2020
Capital social		76,4	76,4
Réserves statutaires		91,7	91,7
Report à nouveau (incl. résultat de l'exercice)		506,3	530,8
Réserves des autres éléments du résultat global		3,9	-0,1
Capitaux propres part du Groupe	12	678,3	698,7
Intérêts attribuables aux Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Capitaux Propres		678,3	698,7
Provisions pour retraites et engagements assimilés	3.5	50,8	53,2
Provisions non courantes	6	48,8	47,6
Passifs d'impôts différés		18,6	20,1
Passifs financiers non courants	7.3	497,1	510,0
Passifs non courants		615,3	630,8
Provisions courantes	6	11,0	13,3
Dettes fournisseurs et réseau de distribution	3.8	211,6	249,0
Passifs d'impôts exigibles		13,4	0,3
Fonds joueurs courants	3.6	240,6	192,4
Passifs de prélèvements publics	3.8	305,6	412,0
Gains à payer - Disponibilités joueurs	3.8	318,8	288,8
Autres passifs courants	3.8	181,6	194,4
Passifs financiers courants	7.3	59,5	218,2
Passifs courants		1 342,1	1 568,5
TOTAL PASSIF		2 635,7	2 898,0

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	30.06.2020
ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Résultat net consolidé de la période	145,7	50,2
Variation des amortissements, dépréciations d'actifs	63,3	75,9
Variation des provisions	5,0	4,1
Plus ou moins value de cession	0,2	0,2
Charge d'impôt	56,9	38,8
Autres éléments non cash du P&L	0,0	-0,2
Résultat financier	-3,8	5,2
Quote-part dans les résultats nets des coentreprises	-1,9	-0,5
Éléments sans incidence sur la trésorerie	119,7	123,5
Utilisation des provisions - décaissements	-5,0	-6,5
Intérêts reçus	0,9	2,5
Impôts payés	-30,0	-25,2
Variation des clients et autres actifs courants	245,8	-19,6
Variation des stocks	0,9	-5,7
Variation des fournisseurs et autres passifs courants	-110,3	222,9
Variation des autres éléments de besoin en fonds de roulement	-7,1	-1,6
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	129,4	196,0
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	360,8	340,6
ACTIVITES D'INVESTISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-32,7	-423,2
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,0	0,1
Variation des actifs financiers courants et non courants	44,5	145,3
Variation des prêts et avances consentis	-9,9	-26,9
Dividendes reçus des coentreprises et des participations	0,1	0,0
Autres	0,0	0,5
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement	2,1	-304,3
ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Emission dette financière long terme	0,0	380,0
Remboursement part courante dette financière	-169,5	-8,8
Remboursement dette de location	-3,9	-4,0
Dividendes versés aux actionnaires ordinaires de la société mère	-166,7	-83,4
Intérêts payés	-2,9	-4,8
Autres	0,9	-0,6
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement	-342,1	278,5
Incidence de la variation des taux de change	0,0	-0,4
Augmentation / (Diminution) nette de la trésorerie nette	20,9	314,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	673,2	201,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	693,8	475,6
Concours bancaires courants au 1er janvier	-0,3	-40,2
Concours bancaires courants au 30 juin	0,0	0,0

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Capital social	Réserves statutaires	Report à nouveau (inc. résultat de l'exercice)	Couverture flux de trésorerie	Écarts de conversion (incl. Couverture d'investissement net)	Gains et pertes actuariels	Réserves des autres éléments du résultat global	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31.12.2019	76,4	87,5	407,4	-0,1	1,9	-3,9	-1,3	569,2	0,0	569,2
Résultat net 30 juin 2020			50,2					50,2	0,0	50,2
Autres éléments du résultat global				0,1	2,1	0,2	2,5	2,5		2,5
Résultat global de la période	0,0	0,0	50,2	0,1	2,1	0,2	2,5	52,7	0,0	52,7
Affectation du résultat N-1		4,2	-4,2							
Dividendes 2019 distribués			-86,0					-86,0		-86,0
Autres			-0,6					-0,6		-0,6
Capitaux propres au 30.06.2020	76,4	91,7	366,9	0,0	4,1	-3,7	0,4	535,4	0,0	535,4
Capitaux propres au 31.12.2020	76,4	91,7	530,8	-1,1	3,1	-2,2	-0,1	698,7	0,0	698,7
Résultat net 30 juin 2021			145,7					145,7	0,0	145,7
Autres éléments du résultat global				0,7	1,4	1,9	4,1	4,1		4,1
Résultat global de la période	0,0	0,0	145,7	0,7	1,4	1,9	4,1	149,8	0,0	149,8
Affectation du résultat N-1		0,0	0,0							
Dividendes 2020 distribués			-171,9				0,0	-171,9		-171,9
Autres			1,7				0,0	1,7		1,7
Capitaux propres au 30.06.2021	76,4	91,7	506,3	-0,4	4,6	-0,2	3,9	678,3	0,0	678,3

Les produits et charges reconnus directement en autres éléments du résultat global sont constitués principalement par les écarts actuariels sur les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière.

1 Présentation générale du Groupe

1.1 Informations générales

FDJ est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes sur les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce, sous réserve des dispositions du cadre juridique tel que décrit dans la note 1.2. Son siège social est situé au 3/7, Quai du Point du Jour, 92650 Boulogne-Billancourt. Elle est admise aux négociations sur le marché Euronext Paris.

Son actionnariat en date du 2 mars 2021 se répartit entre l'Etat français (22%), des associations d'anciens combattants sous concert⁶ (15%), dont 10% détenus par l'Union des Blessés de la Face et de la Tête UBFT, Predica (5%), les fonds actionnariat salariés (4%) et des détentions individuelles inférieures à 5%. Conformément à ses engagements, l'Etat français a remis, le 25 mai 2021, aux actionnaires particuliers détenant des titres acquis à l'introduction en Bourse des actions complémentaires FDJ (une action complémentaire pour chaque tranche de dix actions conservées plus de dix-huit mois). Suite à cette opération, la participation de l'Etat est passée à 20,5%.

L'Etat exerce un contrôle étroit sur la société, se traduisant notamment par l'agrément par les Ministres chargés du Budget et de l'Economie de la nomination du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, et de l'agrément préalable de tout franchissement de seuil de 10% ou d'un multiple de 10% du capital.

Au 30 juin 2021, le Groupe comprend 21 entités consolidées. Il exerce son activité d'opérateur et de distributeur de jeux en France, dans les départements métropolitains et d'Outre-Mer, dans quatre collectivités d'Outre-Mer et à Monaco. Il est présent à l'international à travers ses participations dans les sociétés suivantes :

- FGS UK, société britannique, qui développe et commercialise une plateforme de paris sportifs ;
- Sporting Group, société britannique, incluant 4 sociétés, qui propose des services de gestion de l'offre et du risque aux opérateurs de paris sportifs d'une part, et des offres de paris sportifs (spread betting ou paris à fourchette, et fixed odds ou paris à cotes fixes) d'autre part ;
- Beijing ZhongCaï Printing (BZP), imprimerie de tickets de loterie localisée en Chine ;
- Services aux Loteries en Europe (SLE), coopérative de droit belge créée dans le cadre d'Euromillions pour assurer les prestations de tirage et d'administration du tirage pour le compte des loteries participantes ;
- Lotteries Entertainment Innovation Alliance AS (LEIA), société de droit norvégien qui exploite une plateforme de jeux digitaux ;
- FGS Canada, société de droit canadien, qui développe la technologie de paris sportifs.

⁶ Le bloc des associations d'anciens combattants sous concert est composé des entités suivantes : Fédération Nationale André Maginot (FNAM), Association des Mutilés de Guerre des Yeux et des Oreilles (AMGYO), Union Fédérale, CARAC, France Mutualiste, l'UBFT et les Ailes Brisées.

Les états financiers consolidés résumés reflètent la situation financière et le résultat de FDJ et de ses filiales (« le Groupe »), ainsi que les participations du Groupe dans les co-entreprises. Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère.

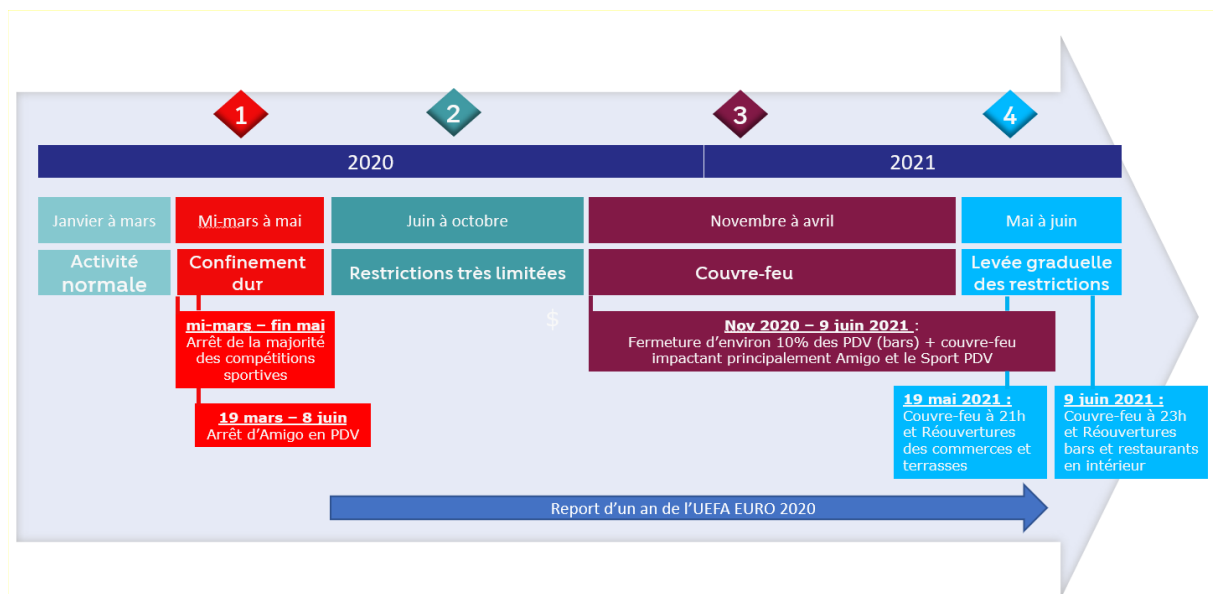
1.2 Contexte réglementaire du groupe FDJ (le Groupe)

FDJ évolue dans le secteur des jeux d'argent, fortement réglementé et strictement régulé par l'État. L'Autorité nationale des jeux (ANJ) est chargée de contrôler les activités de jeux et paris exploités par FDJ sur le fondement des droits exclusifs qui lui ont été confiés pour vingt-cinq ans (jusqu'en 2044), à savoir les paris sportifs qu'elle commercialise en point de vente et les jeux de loterie proposés en ligne et en points de vente. L'ANJ est également compétente pour contrôler les paris sportifs en ligne que FDJ exploite en concurrence, en vertu de l'agrément qui lui a été accordé en 2010 pour cinq ans puis renouvelé en 2015 et le 8 septembre 2020 par cette même autorité.

Les textes applicables fixent comme objectifs à FDJ de veiller à prévenir le développement des phénomènes de dépendance et le jeu des mineurs, assurer l'intégrité, la sécurité et la fiabilité des opérations de jeux, canaliser la demande dans un circuit contrôlé par l'autorité publique, prévenir les risques d'une exploitation des jeux à des fins frauduleuses ou criminelles en particulier aux fins de blanchiment, et enfin contribuer à la lutte contre le jeu illégal et la manipulations des compétitions ou manifestations sportives en lien avec des paris.

1.3 Faits marquants

Un semestre marqué par un contexte sanitaire évolutif



Malgré un contexte sanitaire toujours marqué par des restrictions mais évoluant favorablement depuis mi-mai, l'activité du groupe FDJ sur le 1^{er} semestre 2021 a été bien orientée, bénéficiant d'un planning marketing et commercial aussi soutenu qu'avant-crise, ainsi que d'un calendrier des compétitions sportives normal sur l'ensemble du semestre, auquel s'est ajouté l'UEFA Euro 2020 de football, du 11 juin au 11 juillet.

La levée progressive des limitations (fermetures des bars et restaurants, couvre-feux) entre début mai et fin juin a permis à FDJ de retrouver à la fin du semestre un environnement quasi-normal sur son réseau de points de vente. Le Groupe bénéficie ainsi d'une meilleure visibilité sur son activité.

Versement à l'Etat des fonds joueurs clos (156 M€) en application de la loi Pacte

La loi Pacte prévoyait que les fonds joueurs clos à partir du 1^{er} janvier 2020, à savoir les fonds de contrepartie, fonds permanent et fonds de réserve, soient versés à l'Etat au plus tard le 30 décembre 2022. Sur le 1^{er} semestre, le Groupe a procédé, au paiement de ces fonds (156 M€), présentés en dettes financières au 31 décembre 2020.

Autres faits marquants

FDJ et la Confédération des buralistes ont décidé d'étendre à d'autres factures du quotidien de grands opérateurs de services (énergéticiens, bailleurs sociaux, etc) leur partenariat existant d'externalisation des encaissements des trésoreries publiques. Cette opération permet ainsi d'enrichir le portefeuille de services disponibles aujourd'hui dans plus de 11 000 points de vente.

1.4 Evolution du périmètre de consolidation

Suite à la sortie de Berjaya Ltd de son capital le 21 mai 2021, Beijing Zonghcai Printing (BZP) a racheté ses parts et réalisé une réduction de capital consécutive à cette sortie. La participation du Groupe a ainsi été portée de 37% à 46,25%, sans incidence sur la valorisation des titres BZP et la méthode de consolidation (mise en équivalence).

La liste des entités consolidées est présentée dans le rapport financier du Groupe établi pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

2 Référentiel et principes comptables

2.1 Base de préparation et de présentation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2021 du groupe FDJ (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En conséquence, ils ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels mais seulement les événements significatifs de la période. Ces comptes doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 février 2021, selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2021 sont disponibles sur le site internet www.groupefdj.com.

Les états financiers résumés sont établis au 30 juin 2021 suivant des principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des éléments suivants :

- Avantages du personnel : la charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est déterminée à partir d'une extrapolation de

- l'évaluation actuarielle réalisée au 31 décembre 2020, avec une mise à jour du taux d'actualisation et des sorties au 30 juin 2021 ;
- Impôt sur le résultat : la charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice

La préparation des états financiers intermédiaires nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs et les produits et charges à la date de clôture.

L'évolution de l'environnement économique et financier et de la crise du Covid-19 ont conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques. Cet environnement a été pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les business plans et les taux d'actualisation utilisés pour les tests de perte de valeur ou les calculs de provisions.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base des informations régulièrement mises à jour. Les résultats futurs des opérations concernées peuvent différer de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe portent principalement sur les éléments suivants :

- Le taux d'actualisation et les hypothèses de départ pour les avantages au personnel (note 3.5.3) ;
- L'appréciation des risques juridiques et leur quantification pour les provisions pour risques et les provisions pour litiges (note 6) ;
- Le taux d'actualisation et les hypothèses de plan d'affaires pour l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition (note 4) ;
- Les durées d'utilité et la valeur recouvrable pour l'évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles (note 5). La durée d'amortissement des coûts de développement activés (pour les jeux de loterie exclusivement sur le canal digital, et pour les paris sportifs en concurrence) a été réduite de 5 ans à 3 ans, en raison de la durée d'utilité plus courte de certains de ces actifs pour lesquels l'environnement technologique, la constante innovation recherchée dans les pratiques et la dynamique concurrentielle accélèrent l'obsolescence ;
- L'appréciation du risque de non-recouvrement des impayés pour l'évaluation de la valeur recouvrable des créances sur le réseau de distribution (note 3.7.1) ;
- La juste valeur des actifs non cotés sur des marchés actifs pour les actifs financiers (note 7).

Outre l'utilisation d'estimations, le Groupe fait usage de jugements pour définir le traitement comptable le plus adapté pour certaines activités et transactions, notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées :

- L'identification ou non de contrats de location dans certains accords ;
- Les regroupements de secteurs opérationnels pour la présentation des secteurs (note 3.3).

2.2 Textes adoptés par l'Union européenne et non appliqués par anticipation par le Groupe

Aucune norme ou interprétation applicable par anticipation n'a été appliquée par le Groupe au 30 juin 2021.

2.3 Normes, interprétations et amendements d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021

Les amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021 (amendements à IFRS 4 : contrats d'assurance, exemption provisoire d'application d'IFRS 9, et amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 4 et IFRS 16 en lien avec la réforme des taux interbancaires de référence – phase 2) approuvés par l'Union Européenne n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe.

2.4 Textes non encore adoptés par l'Union européenne

- IFRS 14 – comptes de report réglementaires
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - Ventes ou contributions d'actifs réalisés entre le Groupe et les entités mises en équivalence
- IFRS 17 et amendements à IFRS 17- Contrats d'assurance
- Amendements à IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants, présentation des états financiers
- Amendements à IAS 16 – Produits générés avant l'utilisation prévue
- Amendements à IFRS 3 – Mise à jour de la référence au cadre conceptuel
- Amendements à IAS 37 – Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire
- Améliorations annuelles (cycle 2018-2020)
- Amendements à IAS 8 – Définition des estimations comptables
- Amendements à IFRS 16 – Allègements de loyer liées au Covid-19 au-delà du 30 juin 2021
- Amendements à IAS 12 – Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction

Les analyses de ces textes sont en cours. A ce stade, le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif.

3 Données opérationnelles

3.1 Produit net des jeux (PNJ) et chiffre d'affaires

	30.06.2021	30.06.2020
<i>En millions d'euros</i>		
Jeux de tirage	336,0	285,9
Jeux instantanés	469,3	391,5
Total Loterie	805,3	677,5
Paris sportifs	243,9	145,0
Autres	8,6	6,5
Total PNJ	1 057,8	829,0
Produit des autres activités	23,9	19,7
Chiffre d'affaires	1 081,8	848,6

Les **mises** du Groupe s'élèvent à 9 159,1 M€, en hausse de 32,8% par rapport au 30 juin 2020.

La **part revenant aux gagnants** s'élève à 6 294,0 M€ à fin juin 2021 (+35,5% vs 2020). Le Taux de Retour aux Joueurs (TRJ) moyen de la période s'établit ainsi à 68,7%, comparativement à 67,3% au 30 juin 2020). La hausse du TRJ moyen est principalement liée aux paris sportifs avec un double effet :

- un effet mix qui voit les mises sport représenter sur le semestre une plus forte proportion des mises du Groupe (24,7 % vs 16,1 % au 1^{er} semestre 2020),
- et un TRJ des paris sportifs (77,5%) en hausse sur le 1^{er} semestre 2021 du fait notamment de la victoire des favoris dans les principales compétitions.

Le **Produit Brut des Jeux (PBJ)** correspond à la différence entre les mises et la part revenant aux gagnants. Il s'élève à 2 865 M€ à fin juin 2021 (+27,2% vs 2020).

Les **prélèvements publics** s'établissent à 1 815 M€, en hausse de 27,0% (+386 M€) par rapport au 30 juin 2020. Leur variation suit celle du PBJ, l'assiette de leur calcul depuis l'entrée en vigueur de la loi Pacte le 1^{er} janvier 2020.

Le **Produit Net des Jeux (PNJ)** correspond aux mises des joueurs, minorées des gains reversés ou à verser aux joueurs, et des prélèvements publics. Il intègre également le revenu généré par l'activité B2C⁷ de Sporting Group (*spread betting ou paris à fourchette⁸, fixed odds betting ou paris à cotes fixes*).

Le **Produit Net des Jeux** constitue la rémunération du groupe FDJ sur ses activités des jeux. Il atteint 1 058 M€ en hausse de 229 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+27,6%).

Le **chiffre d'affaires** du Groupe s'établit ainsi à 1 081,8 M€ à fin juin 2021, en augmentation de 233,1 M€ par rapport au 30 juin 2020. Il évoque de +27,5%, corrélativement au PNJ.

3.2 Résultat opérationnel

Résultat opérationnel courant

Les **coûts des ventes** s'élèvent à 590,8 millions d'euros, et incluent 433 millions d'euros de rémunération des détaillants dont le niveau évolue mécaniquement avec les mises réseau.

Les **coûts marketing et communication** s'élèvent à 195,1 millions d'euros. Ils comprennent les coûts de publicité et de communication, en fort rebond par rapport à un 1^{er} semestre 2020 marqué par la réduction temporaire des dépenses publi-promotionnelles, et ceux liés au développement continu de l'offre de jeux et de services du Groupe.

Les **coûts administratifs et généraux** regroupent principalement les frais de personnel et de fonctionnement des fonctions centrales, ainsi que les coûts des bâtiments et les coûts d'infrastructures informatique. Ils s'établissent à 89,8 M€ à fin juin 2021, en hausse de 2,8 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2020 (+3,2%) au cours duquel certaines dépenses de fonctionnement (frais de déplacement, honoraires et communication interne) avaient été réduites dans le cadre du plan d'économies enclenché au 1^{er} semestre 2020.

Les **autres produits et charges opérationnels** s'élèvent à 8,3 M€ à fin juin 2021, et incluent principalement la charge d'amortissement des droits exclusifs d'exploitation des jeux.

⁷ B2C désigne les activités commerciales et marketing réalisées pour les consommateurs finaux

⁸ Le *spread betting* consiste à pronostiquer si un nombre d'actions (ou faits de match) durant une rencontre sera inférieur ou supérieur à une fourchette d'actions (*spread*) fixée par le coteur.

Éléments du compte de résultat par nature

Le détail des charges de personnel figure en note 3.5.2.

Les **dotations nettes aux amortissements** sur les actifs corporels et incorporels s'élèvent à 63,3 M€ au 30 juin 2021 (vs. 50 M€ au 30 juin 2020). Leur progression est principalement induite par le raccourcissement des durées d'amortissement des coûts de développement activés dans un contexte d'innovation technologique constante, et par l'amortissement du contrat de partenariat avec les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les **autres produits et charges opérationnels non courants** s'établissent à -1 M€ à fin juin 2021. Pour rappel, ils étaient de -30M€ au 30 juin 2020 et avaient été principalement impacté par des dépréciations d'actifs (-26M€) et des charges de restructuration liés à l'arrêt de l'activité trading en propre de Sporting Group (-3,4 M€).

3.3 Information sectorielle

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2021						
	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort.	Total Groupe
Mises	6 877	2 263	19	0	9 159		9 159
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 356	508	1	0	2 865		2 865
Produit Net des Jeux (PNJ)	805	244	9	0	1 058		1 058
Chiffre d'Affaires	807	244	30	0	1 082		1 082
Coûts des ventes	-441	-126	-4	0	-571	-20	-591
Coûts marketing et communication	-69	-57	-26	-17	-169	-26	-195
Marge contributive	298	61	0	-17	342	-46	296
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-81	-81	-17	-98
EBITDA					261		
Amortissement						-63	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							198

en millions d'euros	30.06.2020						Total Groupe
	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort.	
Mises	5 777	1 108	14	0	6 898		6 898
Produit Brut des Jeux (PBJ)	1 954	298	1	0	2 253		2 253
Produit Net des Jeux (PNJ)	677	145	6	0	829		829
Chiffre d'Affaires	679	145	24	1	849		849
Coûts des ventes	-395	-65	-3	0	-464	-18	-482
Coûts marketing et communication	-65	-34	-21	-12	-133	-14	-147
Marge contributive	219	45	-1	-12	251	-32	219
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-78	-78	-18	-95
EBITDA					174		
Amortissement						-50	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							124

L'**EBITDA** qui correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements s'établit à 261,2 M€, en hausse de 87,3 M€ (+50,2%) par rapport au 30 juin 2020. La **marge d'EBITDA** atteint 24,1 % au 30 juin 2021, en hausse de 3,7 points par rapport au 30 juin 2020.

3.4 Couverture des risques opérationnels

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie des jeux de loterie est couvert par une police d'assurance. Elle est souscrite par FDJ dans le cadre d'un contrat annuel auprès de plusieurs compagnies d'assurances pour la couverture des risques cumulés de contrepartie des jeux de loterie reposant sur une mécanique de contrepartie. En 2021, la police souscrite couvre l'impact net cumulé sur le PNJ des pertes éventuelles de contrepartie sur l'exercice au-delà d'une franchise de 6 M€, pour une indemnisation maximum de 130 M€ et dans la limite des gains payables au titre d'un tirage unitaire fixée à 100 M€ conformément à l'article 8 du décret 2019-1061 du 17 octobre 2019 relatif à l'encadrement de l'offre de jeux de La Française des Jeux et du Pari Mutuel Urbain. La prime d'assurance est présentée dans les coûts administratifs et généraux et, le cas échéant, les paiements liés aux sinistres figurent en autres produits opérationnels.

Risque de crédit sur les créances opérationnelles

Les créances du Groupe, principalement relatives à son réseau de détaillants, correspondent aux mises collectées par eux et qui font l'objet d'un prélèvement hebdomadaire par FDJ. L'agrément FDJ nécessaire pour commercialiser ses jeux est donné aux détaillants après obtention d'une caution demandée de manière systématique. Le risque sur les créances détaillants est analysé notamment par un comité de suivi réunissant régulièrement des responsables des directions commerciale, financière, juridique, sécurité et Jeu Responsable, en charge de statuer sur des cas particuliers et significatifs d'impayés, et de décider du passage en contentieux de certaines créances. Les règles de dépréciation des créances sont fonction de leur montant et de leur antériorité, et en phase avec le modèle des pertes de crédit attendues, compte tenu des délais de règlement extrêmement courts et des dispositifs de gestion du risque de crédit mis en place. Le Groupe considère que le risque de défaillance des

détaillants susceptible d'avoir une incidence significative sur sa situation financière et son résultat est limité. Les autres créances font l'objet de dépréciation au cas par cas.

Risque de change sur les activités opérationnelles

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe s'expose à des risques de change résultant de dettes de fournisseurs étrangers et de créances libellées en devises étrangères. Ce risque est mesuré globalement pour chacune des devises concernées. La politique générale du Groupe est de couvrir ce risque par exercice. Les devises sur lesquelles le Groupe a encouru une exposition significative sont le dollar américain (en 2021 et 2020), pour un montant maximum équivalent de 29 M\$ en 2021 (32 MUS\$ en 2020) et la livre sterling, pour un montant maximum de 9,1 M€ en 2021 (6M€ en 2020).

Compte tenu du volume annuel des achats en devises étrangères, le risque de change sur les activités opérationnelles reste limité dans le Groupe. La juste valeur des instruments dérivés sur la couverture des achats en devises des supports de jeux est de -0,6 M€ au 30 juin 2021 (-0,1 M€ au 30 juin 2020). Leur variation de juste valeur en cas de hausse ou de baisse serait la suivante :

- -1,5 M€ et +1,9 M€ en cas de variation de la parité €/ US\$ (+/- 0,10 US\$ pour 1 €)
- +1.1 M€ et -1,4 M€ en cas de variation de la parité €/£ (+/- 0,10 £ pour 1 €).

3.5 Charges et avantages du personnel

Effectifs du Groupe

Les Effectifs Moyens Pondérés (EMP) de FDJ et des sociétés consolidées en intégration globale, incluant toutes les natures de contrat, dont l'intérim, sont les suivants :

	30.06.2021	30.06.2020
Total effectifs moyens pondérés	2 643	2 610

	30.06.2021	30.06.2020
Total effectifs fin de période	2 687	2 622

Charges de personnel

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	30.06.2020
Rémunération	76,2	72,5
Charges sociales	38,1	36,4
Participation et intéressement	18,0	13,3
Avantages à long terme	1,4	-0,5
Autres	11,8	12,0
Total charges de personnel	145,5	133,7

La croissance des charges de personnel est principalement induite par celle des effectifs, ainsi que par l'application de la politique salariale et des accords d'entreprise.

Passifs liés au personnel

En millions d'euros	30.06.2021	31.12.2020
Indemnités de fin de carrière	35,9	37,7
Médailles du travail	8,4	8,3
Frais de santé	6,4	7,1
Prov pour retraites et engagements assimilés	50,8	53,2

Le taux d'actualisation retenu pour le 30 juin 2021 s'élève à 0,80 % (0,35% au 31 décembre 2020). Les résultats des tests de sensibilité montrent que les variations à la hausse et à la baisse de 25 points de base du taux d'actualisation auraient une incidence respective de -4% et de 4% sur l'ensemble des provisions.

Paiement fondé sur des actions

Conformément aux principes énoncés dans la note 12.3 Paiement fondé sur des actions, les droits à attribution d'actions de performance accordés ont été évalués à leur juste valeur à la date d'attribution, le 30 juin 2021. Les droits ont été accordés aux dirigeants mandataires sociaux et certains salariés pour 95 832 actions, avec des conditions de performance et ne seront définitivement acquis qu'à l'issue d'une période de trois ans sous la condition de présence.

L'attribution des actions est soumise à des conditions de performance (EBITDA, bénéfice par action, rendement total pour les actionnaires - Total Shareholder Return - de FDJ, taux de mises identifiées et notation Vigeo). Si les objectifs ne sont pas atteints, le nombre d'actions livrées et la charge seront réduits. En cas de surperformance, plafonnée à 145%, le nombre d'actions livrées sera majoré.

Les hypothèses de calcul de la juste valeur sont un cours de l'action à la date d'attribution (30 juin 2021) de 49,58 € et un taux de dividende attendu de 80 %. La charge, sur une base de probabilité d'atteinte des objectifs de performance de 100% est estimée à 5,5 M€ sur la durée du plan et de 0,9 M€ sur le second semestre 2021.

3.6 Fonds joueurs

En millions d'euros	30.06.2021	31.12.2020
Total fonds joueurs	240,6	192,4

L'intégralité des fonds joueurs correspond à des fonds joueurs courants destinés à l'animation des jeux.

3.7 Créances courantes

Créances clients et réseau de distribution

En millions d'euros	30.06.2021	31.12.2020
Créances clients (valeur brute)	27,9	24,7
Créances envers le réseau de distribution (valeur brute)	159,7	249,0
Dépréciation	-19,4	-18,3
Total créances clients et réseau de distribution	168,2	255,4

Les créances clients sont principalement liées à l'activité du Groupe avec des loteries étrangères pour la réalisation de services informatiques.

Le réseau de distribution est prélevé sur un rythme hebdomadaire du montant des mises qu'il collecte auprès des joueurs, nettes des lots payés et de leurs commissions. Les mises sont inscrites à l'actif tandis que les lots et commissions se trouvent au passif.

Les créances sur le réseau de distribution correspondent aux mises encaissées par le réseau en fin de période, et non encore prélevées par FDJ. Leur diminution sur le semestre s'explique par un effet calendrier, conjuguée à un niveau d'activité sur fin juin traditionnellement moindre que sur fin décembre.

La crise sanitaire n'a pas accru significativement le risque de défaillance au 30 juin 2021 grâce au suivi existant, au renforcement des mesures d'accompagnement du réseau de distribution mises en oeuvre par le Groupe et aux dispositifs de fonds de solidarité mis en place par l'Etat.

Autres actifs courants

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Charges constatées d'avance	27,1	21,6
Autres créances courantes	36,6	193,2
Total autres actifs courants	63,7	214,8

Au 31 décembre 2020, les autres créances courantes incluaient principalement un acompte de 165 M€ sur les passifs de prélèvements publics, suite à l'évolution des modalités de règlement consécutives à la loi Pacte.

3.8 Dettes courantes

Dettes fournisseurs et réseau de distribution

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Fournisseurs	121,1	105,5
Dettes envers le réseau de distribution	90,5	143,5
Total dettes fournisseurs et réseau de distribution	211,6	249,0

Les dettes sur le réseau de distribution correspondent aux lots payés par les détaillants et aux commissions du réseau en fin de période. Ces dettes font l'objet d'un paiement hebdomadaire. Un effet calendrier explique principalement leur évolution sur le semestre.

Passifs de prélèvements publics

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Passif - Budget général de l'Etat	181,6	224,8
Passif - Prélèvements paris sportifs	54,9	75,2
Passif - Autres collectivités	33,9	41,5
Sous-total	270,4	341,4
Lots non réclamés	35,2	70,6
Passifs de prélèvements publics	305,6	412,0

La variation des passifs de prélèvements publics, hors lots non réclamés, suit celle du PBJ, qui est leur assiette de calcul depuis l'entrée en vigueur de la loi Pacte le 1^{er} janvier 2020. Un niveau d'activité sur

le mois de juin traditionnellement moins élevé que celui de décembre explique leur évolution sur le semestre.

Gains à payer – disponibilités joueurs

Les gains à payer – disponibilités joueurs s'élevaient à 319 M€ (289 M€ au 31 décembre 2020) et incluent :

- les gains à payer qui sont des gains non forclos restant à payer aux joueurs pour 266 M€ (241 M€ au 31 décembre 2020) ;
- les disponibilités des joueurs en ligne pour 52 M€ (48 M€ au 31 décembre 2020), i.e. les sommes disponibles sur les porte-monnaie des joueurs sur leurs comptes fdj.fr ou parionssportenligne.fr.

Autres passifs courants

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Produits constatés d'avance	33,9	46,7
Autres dettes	147,7	147,8
Autres passifs d'exploitation courants	181,6	194,4

Les produits constatés d'avance sur les jeux correspondent à des mises jouées sur le 1^{er} semestre se rapportant à des tirages ou événements se déroulant sur le 2^{ème} semestre. Ils sont transformés en mises dans un délai maximum de cinq semaines. Au 31 décembre 2020, les produits constatés d'avance incluaient principalement des prises de jeu sur Euromillions pour un tirage intervenant début 2021.

Les autres dettes comprennent essentiellement les dettes fiscales et sociales pour 128 M€ (133 M€ au 31 décembre 2020).

4 Ecart d'acquisition

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2020	Acquisitions Dotations	Effet de change	30.06.2021
Ecart d'acquisition (brut)	67,0	-	2,9	69,8
Pertes de valeur s/ écart d'acquisition	-40,0	0,0	-1,6	-41,6
Ecart d'acquisition (net)	26,9	0,0	1,3	28,2

La crise sanitaire du Covid-19 avait impacté négativement les activités et la performance de Sporting Group au cours de l'exercice 2020, avec notamment l'annulation ou le report de la majorité des manifestations sportives à partir de mi-mars et pour une partie de l'année.

Dans ce contexte constitutif d'un indice de perte de valeur, le Groupe avait mis en œuvre un test de dépréciation au 30 juin 2020 afin d'estimer la valeur d'utilité de l'UGT Sporting Group. La valeur ainsi estimée ressortait à 60 M€ pour un montant d'actif net testé de 83,5 M€, soit une perte de valeur de 23,5 M€ (26 M€) imputée sur l'écart d'acquisition dont le montant résiduel après dépréciation s'élevait à 23,6 M€ (26 M€).

Conformément à la norme IAS 36, un nouveau test de valeur avait été mis en œuvre au 31 décembre 2020, conduisant à l'absence de dépréciation complémentaire. Ce test de valeur reposait sur un

business plan 2021-2025, approuvé par le Comité de Pilotage de l'Activité (CPA). Il intégrait notamment les effets attendus de la crise :

- une revue à la baisse pour l'ensemble des activités de Sporting et prolongée sur 2023 pour le *spread betting* et le *B2B* ;
- une augmentation des coûts consécutifs à la crise sanitaire et liés à l'activité de Sporting Group (honoraires, fournisseurs spécialisés, taxes/coûts de régulation etc.) ;

Le nouveau business plan intègre l'hypothèse d'une reprise forte de l'activité après 2023, le Groupe considérant que les perspectives long terme et le rationnel stratégique ne sont pas remis en question.

Le taux d'actualisation au 31 décembre 2020 s'élevait à 14,3 % après prise en compte de la norme IFRS 16 et le taux de croissance à long terme à 2 %.

Au 1^{er} semestre 2021, la performance de l'UGT est ressortie en ligne avec ce qui avait été prévu dans le business plan sur lequel reposait le test au 31 décembre 2020, grâce notamment au dynamisme des paris sportifs. Par ailleurs, les prévisions de flux de trésorerie futurs retenues fin 2020 ne sont pas remises en causes.

En l'absence d'indice de perte de valeur identifié au 30 juin 2021, aucun test n'a été réalisé.

5 Immobilisations corporelles et incorporelles

5.1 Immobilisations incorporelles

En millions d'euros	30.06.2021			31.12.2020		
	Brut	Amortiss. Provisions	Net	Brut	Amortiss. Provisions	Net
Droits exclusifs d'exploitation	380,0	-32,1	347,9	380,0	-24,5	355,5
Coûts de développement	204,8	-127,4	77,4	191,4	-104,5	86,9
Logiciels SI	139,8	-130,3	9,6	138,8	-128,4	10,5
Immobilisations incorporelles en cours et autres immobilisations incorporelles	105,7	-8,8	96,9	71,7	-3,3	68,3
Total immobilisations incorporelles	830,4	-298,5	531,8	781,9	-260,7	521,2

Les droits exclusifs d'exploitation correspondent à la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation portant sur les activités de loterie commercialisées en réseau physique de distribution et en ligne, ainsi que sur les jeux de paris sportifs commercialisés en réseau physique de distribution confiés à FDJ pour une durée de 25 ans. D'une valeur brute de 380 M€, cet actif est amorti sur cette durée depuis le 23 mai 2019.

Les principaux investissements de la période concernent la société mère et sont liés aux développements des systèmes d'information de production et de back-office, ainsi qu'aux terminaux de prises de jeu.

Un actif au regard d'IAS 28 reflétant un contrat de partenariat et de licence de FDJ pour les Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 est reconnu et amorti linéairement sur 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2021.

En raison de la durée d'utilité plus courte de certains actifs pour lesquels l'environnement technologique, la constante innovation recherchée dans les pratiques et la dynamique concurrentielle

accélèrent l'obsolescence, la durée d'amortissement des coûts de développements activés a été réduite de 5 ans à 3 ans. Il s'agit des actifs concernant les jeux de loterie exclusivement sur le canal digital et les paris sportifs en concurrence. L'effet du changement d'estimation comptable a été comptabilisé selon la méthode prospective conformément à IAS.8.36. L'impact des amortissements complémentaires constatés au 30 juin est de 6,2 M€.

5.2 Immobilisations corporelles

En millions d'euros	30.06.2021			31.12.2020		
	Brut	Amortiss. Provisions	Net	Brut	Amortiss. Provisions	Net
Terrains	96,6	-	96,6	96,6	-	96,6
Installations et agencements bâtiments	238,4	-83,5	154,9	236,2	-77,7	158,5
Droits d'utilisation IFRS 16	39,4	-18,5	20,9	39,6	-14,8	24,8
Mobilier, installations tech, & matériel PDV	238,1	-184,5	53,6	236,4	-175,6	60,9
Matériels SI	78,5	-67,5	10,9	74,8	-64,9	9,9
Matériel services de proximité	23,9	-21,3	2,6	23,5	-20,4	3,1
Autres immobilisations corporelles	44,9	-39,2	5,7	43,7	-38,2	5,5
Immobilisations corporelles en cours	14,8	-0,4	14,3	14,3	-0,4	13,9
Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	1,0	-	1,0	1,0	-	1,0
Total immobilisations corporelles	775,4	-414,8	360,6	766,1	-391,9	374,2

Les investissements en immobilisations corporelles de la période portent principalement sur les mobiliers en point de vente.

6 Provisions

En millions d'euros	31.12.2020	Dotations	Reprises		Autres mouvements	30.06.2021
			Utilisées	Non utilisées		
Total provisions non courantes	47,6	1,0	-0,1	0,0	0,2	48,8
Total provisions courantes	13,3	3,5	-4,7	-0,9	-0,2	11,0
Total provisions	60,9	4,5	-4,8	-0,9	0,0	59,8

Les provisions non courantes couvrent des litiges collectifs et individuels avec d'anciens courtiers-mandataires, faisant suite notamment à la résiliation de leur contrat en 2014. Leur estimation correspond au différentiel entre le montant de l'indemnité proposée par FDJ et le taux d'indemnisation susceptible d'être retenu par une instance judiciaire.

Les provisions courantes couvrent principalement des contentieux liés à l'exploitation.

7 Trésorerie et instruments financiers

7.1 Résultat financier

En millions d'euros	30.06.2021	30.06.2020
Coût de l'endettement financier	-2,9	-2,1
Plus-values de cession	0,6	1,1
Produits d'intérêt sur les placements	1,7	3,7
Instruments dérivés (Produits)	0,0	0,0
Produits financiers sur titres évalués à leur juste valeur par résultat	3,3	0,0
Gains de change	0,4	0,6
Autres produits financiers	0,8	0,4
Produits financiers	6,8	5,7
Instruments dérivés (Charges)	-0,1	-0,4
Charges financières sur titres évalués à leur juste valeur par résultat	0,0	-4,7
Pertes de change	-0,1	-3,5
Autres charges financières	-0,0	-0,2
Charges financières	-0,2	-8,9
Résultat financier	3,8	-5,2

Le coût de l'endettement financier correspond principalement à la charge d'intérêt sur les emprunts liés à la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation, ainsi qu'à l'acquisition du siège social et de Sporting Group.

La variation nette des charges et produits financiers sur titres évalués à la juste valeur par résultat (+8 M€ entre le 1^{er} semestre 2020 et le 1^{er} semestre 2021) est liée à l'évolution des marchés, en recul au 1^{er} semestre 2020 a contrario de leur nette reprise sur le 1^{er} semestre 2021.

FDJ est exposée à des risques de change sur des achats en dollar américain et la livre sterling, les évolutions desquelles génèrent du résultat de change pour les actifs et passifs financiers non couverts. Sur le 1^{er} semestre 2020, le résultat de change incluait notamment la part non efficace de la réévaluation de la dette externe souscrite en livres sterling et destinée à couvrir la situation nette de Sporting Group.

7.2 Gestion des risques financiers

Risque de crédit des placements et instruments dérivés

Le risque de crédit ou risque de contrepartie des placements et des instruments financiers dérivés est suivi par le Comité de Trésorerie, dirigé par la Directrice Finances, et des membres du département Trésorerie et Placements. Ce risque correspond à la perte que le Groupe aurait à supporter en cas de défaillance d'une contrepartie, entraînant le non-respect de ses obligations vis-à-vis de lui.

La politique du Groupe, pour les placements et instruments dérivés, consiste à limiter les opérations pondérées par la nature des risques, à un montant maximal par contrepartie autorisée. La liste de contreparties autorisées est établie par le Comité de Trésorerie, sélectionnée en fonction de leur rating et de la durée de l'opération. Elle est revue périodiquement, a minima chaque semestre. En cas de baisse de notation d'une contrepartie en-deçà du rating minimum autorisé, le Comité de Trésorerie statue sur la conservation éventuelle des opérations existantes jusqu'à leur échéance.

Le Groupe considère que le risque de défaillance de contrepartie, susceptible d’avoir une incidence significative sur sa situation financière et son résultat, est limité, en raison de la politique de gestion des contreparties, et plus particulièrement le niveau minimum de rating long terme retenu pour ces opérations.

Le risque de crédit s’analyse comme suit :

Encours	Encours total en M€ au 30.06.2021	Nombre de contreparties par tranche			
		0 - 25 M€	25 - 50 M€	50 - 100 M€	100 - 150 M€
RATING					
AAA / Institutions Financières					
AA / Institutions Financières	235			1	1
A / Institutions Financières	271	5	2	2	-
TOTAL	506	5	2	3	1

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme l’incapacité pour le Groupe à faire face aux échéances de ses obligations financières à un coût raisonnable. Il inclut notamment les risques de contrepartie sur certains jeux, dont les montants peuvent potentiellement être élevés, et qui doivent pouvoir être couverts par une trésorerie mobilisable dans un court délai. Ces derniers font l’objet d’une couverture par ailleurs (voir note 3.4.1 – Risque de contrepartie).

L’exposition de FDJ au risque de liquidité est limitée dans la mesure où la politique de gestion de trésorerie du Groupe prévoit que plus de 20 % des encours doivent être investis sur des supports monétaires, et que la somme de ces encours monétaires et des encours investis sur des supports à court terme représente un minimum de 80 % du total des placements.

Le Comité de trésorerie, dirigé par la Directrice Finances, suit mensuellement la position de liquidité et s’assure du respect des limites définies.

Les encours investis sur des supports court terme sont en phase avec la politique de gestion de trésorerie de FDJ.

Au 30 juin 2021, le niveau moyen des placements était de 1 439,5 M€ ; le montant des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit était de 510 M€, dont 356 M€ correspondant à la contrepartie financière de la sécurisation des droits d’exploitation exclusifs, 84 M€ de dette financière liée à l’acquisition du siège du Groupe et 70 M€ liée à celle relative à l’acquisition de Sporting Group.

La majeure partie des supports court terme peut être récupérée, sans pénalité ou risque en capital, à l’issue d’un préavis de 32 jours calendaires.

Par ailleurs, des lignes de crédit confirmées non utilisées sont mises en place depuis février 2021 pour un montant de 150 M€ sur des horizons compris entre un et cinq ans.

Compte tenu du niveau des placements au 30 juin 2021, et sur la base de ses prévisions d’activité et d’investissements et de remboursement de dettes financières, le Groupe estime qu’il dispose de la capacité financière pour lui permettre de faire face à ses échéances au cours de 12 prochains mois à compter de la date d’examen des comptes semestriels par le conseil d’administration.

Risque de taux d’intérêt

Le risque de taux d’intérêt d’un actif financier est le risque de réaliser une moins-value sur un titre ou de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d’intérêt. Le risque de taux d’intérêt

d'un passif financier est le risque de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d'intérêt.

L'exposition du Groupe aux variations du taux d'intérêt est liée à ses placements futurs d'une part, et à ses emprunts à taux variable d'autre part. Le Groupe met en œuvre une politique de gestion dynamique de son risque de taux sous la supervision du Comité de trésorerie. L'objectif de cette politique est de sécuriser un revenu minimum des placements, dans le cadre d'une gestion à horizon maximum de cinq ans, et de couvrir à un prix raisonnable le risque de taux d'intérêt des emprunts.

La sensibilité au risque de taux résulte de placements à taux fixes (obligations et titres de créances négociables), d'instruments dérivés de taux, et de dettes à taux variable.

Au 30 juin 2021, la part des placements exposés à ce risque direct est faible. Les dettes à taux variable concernent la dette liée à l'acquisition de Sporting Group (70 M€), et celle correspondant à la contrepartie financière de la sécurisation des droits d'exploitation exclusifs (356 M€). La variation à la hausse ou à la baisse de 0,5 % de l'ensemble de la courbe de taux n'aurait pas d'incidence significative sur la juste valeur des placements, inférieure à 1 M€.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de réaliser une moins-value sur un titre ou de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d'intérêt.

Le Groupe est exposé à un risque de marché lié aux évolutions des supports d'investissements utilisés. Il met en œuvre une stratégie de placement dont l'objectif est de limiter ces risques, la principale composante de cette stratégie est la définition d'une allocation d'actifs qui encadre les possibilités d'investissements par grandes classes d'actifs.

Cette allocation prévoit un plafond pour les actifs risqués :

- Les placements de type « actions » ne peuvent représenter plus de 4 % du total des actifs ;
- Les placements de type « diversification » (obligations convertibles, *loans*, immobilier...) ne peuvent représenter plus de 8 % des actifs ;
- Les placements en obligations à moyen ou long terme ne peuvent représenter plus de 8 % des actifs;
- Les placements de types monétaires et obligataires court terme doivent représenter un minimum de 80 % des actifs.

En complément de ces éléments d'allocation, une diversification géographique des placements est mise en œuvre, et les stratégies utilisées doivent permettre une volatilité du portefeuille significativement moins élevée que celle des indices de marchés.

Au 30 juin 2021, les placements soumis à un risque de marché s'élèvent à 436 M€ (306,7 M€ au 31 décembre 2020).

7.3 Actifs et passifs financiers

En millions d'euros	30.06.2021	31.12.2020
Actifs financiers non courants au coût amorti	380,0	320,0
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	266,4	182,1
Autres actifs financiers non courants	79,4	69,2
Total Actifs financiers non courants	725,9	571,4
Actifs financiers courants au coût amorti	1,4	210,0
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	30,1	5,0
Instruments dérivés courants	0,0	0,5
Dépôts et cautionnements	0,6	0,2
Total Actifs financiers courants	32,1	215,7
Total Actifs financiers	758,0	787,1
Dettes financières, part à plus d'un an	479,8	490,2
Dettes de location, part à plus d'un an	16,8	19,3
Autres passifs financiers	0,5	0,5
Total Passifs financiers non courants	497,1	510,0
Dettes financières, part à moins d'un an	27,0	26,9
Dettes de location, part à moins d'un an	5,3	6,8
Instruments dérivés courants	0,6	1,7
Découverts bancaires	0,0	0,3
Autres passifs financiers	26,7	182,6
Total passifs financiers courants	59,5	218,2
Total Passifs financiers	556,7	728,2

Dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas voire négatifs, le Groupe a poursuivi au 1^{er} semestre 2021 sa politique de placements sur des comptes à terme à 5 ans, lorsque les conditions sont intéressantes, principalement lors du renouvellement d'opérations arrivant à échéance, et de diversification dans une optique d'amélioration des rendements, dans la limite de la politique d'allocation d'actifs. Sur le 1^{er} semestre, 60 M€ de comptes à terme ont été ainsi investis et 210 M€ d'actifs financiers courants au coût amorti sont arrivés à échéancesur le 1^{er} semestre 2021. Deux fonds dédiés investis en obligations et à horizon 2024, d'un montant global de 90 M€ au 30 juin 2021, ont été également mis en place ; ces OPCVM conservent une grande liquidité à très court terme. D'autres placements en OPCVM à moyen et long terme ont également été mis en place, souvent résultant d'arbitrages de produits existants.

Les autres actifs financiers non courants incluent principalement le dépôt lié à la convention de fiducie sûreté (60 M€ au 30 juin 2021 et 50 M€ au 31 décembre 2020) valorisé au coût amorti et le dépôt Euromillions (12,6 M€ au 30 juin 2021 et 11,4 M€ au 31 décembre 2020) valorisé en juste valeur par résultat. Le dépôt lié à la convention de fiducie sûreté est destiné à protéger les avoirs des joueurs en ligne (loterie et paris sportifs).

La dette financière courante et non courante de 507 M€ (517 M€ au 31 décembre 2020) est essentiellement constituée :

- d'un emprunt destiné au financement de la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation de 353 M€ net des frais d'émission de 3 M€, dont 334 M€ en part non courante et 19 M€ en part courante, mis en place le 1^{er} avril 2020, d'une valeur nominale de 380 M€, amortissable sur 20

ans, à taux variable (Euribor), et qui fait l'objet d'une couverture de taux à hauteur de 178 M€ jusqu'en juin 2026 ;

- d'un emprunt lié à l'acquisition du siège du Groupe de 84 M€, dont 76 M€ en part non courante et 8 M€ en part courante, d'une valeur nominale de 120 M€, amortissable, à taux fixe, à échéance du 24 novembre 2031 ;
- d'un emprunt de 60 M€, soit 70 M€, intégralement en part non courante, souscrit en mai 2019 dans le cadre de l'acquisition de Sporting Group, d'une valeur nominale de 100 M€, remboursable in fine en deux tranches en 2024 et 2025, à taux variable (Libor GBP), et qui fait l'objet d'une couverture de taux jusqu'en juin 2022.

Au 30 juin 2021, les autres passifs financiers courants incluent principalement les comptes bancaires créditeurs et la dette liée à l'engagement de rachat par FDJ de ses propres actions. Ils comprenaient également au 31 décembre 2020 les fonds joueurs clos suite à l'application de la loi Pacte qui ont été restitués à l'Etat au 1^{er} semestre 2021.

7.4 Echancier des actifs et passifs financiers

2021 - En millions d'euros	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 2 ans	A plus de 3 ans	A plus de 4 ans	A plus de 5 ans	Total 30.06.2021
Actifs financiers non courants au coût amorti		50,0	190,0	20,0	100,0	20,0	380,0
Actifs financiers non courants évalués en juste valeur par résultat		256,5	9,9	0,0	0,0	0,0	266,4
Autres actifs financiers non courants		78,7	0,0	0,0	0,4	0,4	79,5
Total Actifs financiers non courants	0,0	385,2	199,9	20,0	100,4	20,4	725,9
Actifs financiers courants au coût amorti	1,4						1,4
Actifs financiers courants évalués en juste valeur par résultat	30,1						30,1
Instruments dérivés courants	0,0						0,0
Dépôts et cautionnements	0,6						0,6
Total Actifs financiers courants	32,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	32,1
Total Actifs financiers	32,1	385,2	199,9	20,0	100,4	20,4	758,0
Dettes financières, part à plus d'un an		26,6	49,9	26,6	73,7	303,1	479,8
Dettes de location, part à plus d'un an		4,6	3,9	3,3	2,7	2,2	16,8
Autres passifs financiers non courants		0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,5
Total Passifs financiers non courants	0,0	31,2	53,9	29,9	76,4	305,7	497,1
Dettes financières, part à moins d'un an	27,0						27,0
Dettes de location, part à moins d'un an	5,3						5,3
Instruments dérivés courants	0,6						0,6
Découverts bancaires	0,0						0,0
Autres passifs financiers courants	26,7						26,7
Total passifs financiers courants	59,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59,5
Total Passifs financiers	59,5	31,2	53,9	29,9	76,4	305,7	556,6

2020 - En millions d'euros	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 2 ans	A plus de 3 ans	A plus de 4 ans	A plus de 5 ans	Total 31.12.2020
Actifs financiers non courants au coût amorti		50,0	115,0	50,0	60,0	45,0	320,0
Actifs financiers non courants évalués en juste valeur par résultat		177,1	5,0	0,0	0,0	0,0	182,1
Autres actifs financiers non courants		68,7	0,0	0,0	0,0	0,5	69,2
Total Actifs financiers non courants	0,0	295,8	120,0	50,0	60,0	45,5	571,4
Actifs financiers courants au coût amorti	210,0						210,0
Actifs financiers courants évalués en juste valeur par résultat	5,0						5,0
Instruments dérivés courants	0,5						0,5
Dépôts et cautionnements	0,2						0,2
Total Actifs financiers courants	215,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	215,7
Total Actifs financiers	215,7	295,8	120,0	50,0	60,0	45,5	787,1
Dettes financières, part à plus d'un an		27,6	26,6	48,9	71,1	316,1	490,2
Dettes de location, part à plus d'un an		4,7	4,3	3,8	2,9	3,6	19,3
Autres passifs financiers non courants		0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,5
Total Passifs financiers non courants	0,0	32,4	30,9	52,6	74,1	320,1	510,0
Dettes financières, part à moins d'un an	26,9						26,9
Dettes de location, part à moins d'un an	6,8						6,8
Instruments dérivés courants	1,7						1,7
Découverts bancaires	0,3						0,3
Autres passifs financiers courants	182,6						182,6
Total passifs financiers courants	218,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	218,2
Total Passifs financiers	218,2	32,4	30,9	52,6	74,1	320,1	728,2

7.5 Variation des passifs financiers

En millions d'euros	31.12.2020	Flux cash					Flux non cash				30.06.2021
		Emission dette financière long terme	Remboursement dette financière	Variation des découverts	IFRS 16 - loyers	Total flux cash	Effets de change	Reclassement courant/non courant de la dette financière	Autres	Total flux non cash	
Dettes financières, part à plus d'un an	490,2					0,0	3,1	-13,5		-10,4	479,8
Dettes de location, part à plus d'un an	19,3					0,0	0,0	-2,4	-0,1	-2,5	16,8
Autres passifs financiers	0,5					0,0				0,0	0,5
Dettes financières LT	510,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	-15,9	-0,1	-12,9	497,1
Total Passifs financiers non courants	510,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	-15,9	-0,1	-12,9	497,1
Dettes financières, part à moins d'un an	26,9		-13,5			-13,5	0,1	13,5		13,6	27,0
Dettes de location, part à moins d'un an	6,8				-3,9	-3,9		2,4		2,4	5,3
Instruments dérivés courants	1,7					0,0			-1,1	-1,1	0,6
Découverts bancaires	0,3			-0,3		-0,3				0,0	0,0
Autres passifs financiers	182,6		-156,0			-156,0				0,0	26,7
Total Autres passifs financiers courants	218,2	0,0	-169,5	-0,3	-3,9	-173,7	0,1	15,9	-1,1	14,9	59,5
Total Passifs financiers	728,2	0,0	-169,5	-0,3	-3,9	-173,7	3,2	0,0	-1,2	2,0	556,7

Les flux non cash correspondent à la constatation du coût amorti sur la dette relative au droit d'exploitation exclusif des jeux et au reclassement des tombées de dettes financières à moins d'un an en autres passifs financiers courants.

7.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En millions d'euros	30.06.2021	31.12.2020
Placements, équivalents de trésorerie	230,3	218,5
Comptes bancaires et autres disponibilités	463,5	454,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	693,8	673,2

Les placements, équivalents de trésorerie comprennent principalement des parts d'OPCVM (160 M€ au 30 juin 2021 et 138 M€ au 31 décembre 2020) incluant le fonds Euromillions (104 M€ au 30 juin 2021 et 86 M€ au 31 décembre 2020), et des dépôts à terme ou à vue rémunérés (70 M€ au 30 juin 2021 et 80 M€ au 31 décembre 2020).

A la connaissance du Groupe, il n'existe aucune restriction importante qui limiterait sa capacité à avoir accès aux actifs de ses filiales.

8 Flux de trésorerie

La progression des dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations est expliquée principalement par l'amortissement complémentaire lié au raccourcissement des durées d'amortissement des coûts de développement activés, et par l'amortissement du contrat de partenariat Paris 2024.

Sur le 1^{er} semestre 2020, la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité de +196 M€ avait été principalement portée par le changement des rythmes de paiement des prélèvements publics suite à l'application de la loi Pacte (mensuel vs. hebdomadaire). Sur le 1^{er} semestre 2021, l'évolution de +129 M€ du besoin en fonds de roulement lié à l'activité est majoritairement induite par le paiement en décembre 2020 d'un acompte de 165 M€ sur les prélèvements publics, partiellement compensé par une réduction des passifs de prélèvements publics lié à un niveau d'activité traditionnellement moins soutenu en juin qu'en décembre.

Les investissements nets des dettes sur acquisitions d'immobilisations et avances versées s'élèvent à 33 M€ au 1^{er} semestre 2021 et 423 M€ au 1^{er} semestre 2020. Ils portent principalement sur des développements des systèmes d'information de production et de back-office, ainsi que sur les terminaux de prises de jeu, et incluaient sur le 1^{er} semestre 2020 les droits exclusifs d'exploitation pour 380 M€.

Le remboursement de 169 M€ de la dette financière correspond au versement de 156 M€ à l'Etat suite à la clôture des fonds joueurs consécutive à la loi Pacte et à la part courante des emprunts pour 13,5 M€.

Les loteries participantes du jeu Euromillions⁹ ont constitué un trust, de droit anglais, afin de couvrir les risques de contrepartie et de défaut. Le trust est géré par un trustee, The Law Debenture Trust Corporation. Pour FDJ, les sommes déposées dans un fonds au titre des garanties sont gérées par le trustee (qui est seul à avoir la capacité à faire exécuter les paiements) et sont exclusivement allouées aux gagnants du jeu Euromillions, pour 104 M€ au 30 juin 2021 (86 M€ au 31 décembre 2020) ; elles sont incluses dans la trésorerie et équivalents de trésorerie.

9 Participations dans les coentreprises

<i>En millions d'euros</i>	Total
Valeur des titres au 31.12.2020	14,7
Variation de périmètre	0,0
Quote-part de résultat net 30.06.2021	1,9
Dividendes	0,0
Ecart de conversion	0,7
Valeur des titres au 30.06.2021	17,2

⁹ An Post (Irlande), Camelot (Royaume-Uni), FDJ, la Loterie nationale belge, la Loterie nationale luxembourgeoise, Österreichische Lotterien (Autriche), Santa Casa de Misericórdia (Portugal), SELAE (Espagne), Swisslos (Suisse), Loterie Romande (Suisse).

Le retrait de Berjaya Ltd. du capital de Beijing Zonghcai Printing (BZP) intervenu le 21 mai 2021, et la réduction de capital consécutive à cette sortie, n'ont pas eu d'incidence sur la valorisation des titres BZP mis en équivalence. Le pourcentage d'intérêt du Groupe a été porté de 37% à 46,25%.

10 Impôt

En millions d'euros	30.06.2021	30.06.2020
Total charge d'impôt sur le résultat	-56,9	-38,8
Résultat avant impôt	202,6	89,0
Taux effectif d'impôt	-28,1%	-43,6%

Le taux effectif d'impôt ressort à 28,1% (43,6% sur le 1^{er} semestre 2020, suite à des dépréciations non déductibles, principale source d'écart entre le taux effectif et théorique d'impôt). Le taux effectif d'impôt de FDJ SA est de 28,5% (31,6% sur le 1^{er} semestre 2020).

Des impôts différés actifs sur des déficits fiscaux ont été reconnus pour 4,3 M€ sur la période, sur la base des projections actuelles, avec un horizon de recouvrement à 2025.

11 Résultat par action

	30.06.2021	30.06.2020
Résultat part du Groupe (en millions d'euros)	145,7	50,2
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 30 juin 2021 et 30 juin 2020	190 975 974	190 954 300
Résultat de base par action (en euros)	0,76	0,26
Résultat dilué par action (en euros)	0,76	0,26

FDJ considère avoir acquis les actions détenues auparavant par Soficoma. Au regard du litige en cours avec la société Soficoma, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ne prend pas en compte cette opération (voir note 14 Procédures contentieuses et judiciaires en cours).

Le Groupe n'ayant émis aucun instrument dilutif ou non dilutif sur l'ensemble des périodes présentées, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

12 Capitaux propres

12.1 Capital social

Le capital social de FDJ s'élève à 76 400 000 € et est composé de 191 000 000 actions d'une valeur nominale de 0,40 € chacune.

12.2 Actions autodétenues

Les actions autodétenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Un programme de rachat d'actions de la société autorisé par le conseil d'administration du 19 décembre 2019, en application de l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 4 novembre 2019, a été mis en œuvre aux fins de conclure un contrat de liquidité ayant pour objet d'animer l'action FDJ. La somme maximum de 6 M€ a été affectée à ce contrat de liquidité, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2021.

Ce programme fait l'objet d'un contrat de liquidité conforme aux dispositions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Au 30 juin 2021, les actions propres enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés représentent 8 050 actions pour une valeur de 0,4 M€ (26 333 actions pour une valeur de 0,9 M€ au 31 décembre 2020).

12.3 Paiement fondé sur des actions

Des attributions d'actions de performance ont été accordées, le 30 juin 2021, à certains dirigeants et salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur actions, un montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires, calculé à la date d'attribution, sera enregistré, en charges de personnel, pendant la durée du plan (30 juin 2021 – 30 juin 2024). La contrepartie de cette charge sera directement inscrite en capitaux propres. La juste valeur de la charge a été calculée en utilisant les modèles de type Black & Scholes (attributions d'actions gratuites). Sont prises en compte les caractéristiques du plan (prix et période d'exercice), les données de marché à la date d'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus). La charge sera étalée sur la période d'acquisition des droits (30 juin 2021 – 30 juin 2024) et, durant ces trois années, pourra être corrigée en fonction des départs ou des radiations ou encore de la probabilité estimée d'atteinte des critères de performance. L'évolution ultérieure du cours de l'action n'entraîne, quant à elle, aucune modification de la charge.

12.4 Distribution de dividendes

Les dividendes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, approuvés par l'Assemblée Générale du 16 juin 2021 sont de 172 M€, soit 0,90 € par action, et ont été versés le 21 juin 2021.

12.5 Réserves

L'activité du Groupe dans le domaine de l'organisation et de l'exploitation des jeux d'argent implique des risques et engagements spécifiques, particulièrement importants, qu'il se doit d'anticiper par des couvertures adaptées.

Les statuts de FDJ (article 29.A) ont institué une réserve statutaire pour faire face aux risques rares (fréquence d'occurrence très faible et montant très élevé de plusieurs événements de jeux qui se reproduiraient sur une même période) et extrêmes (fréquence d'occurrence extrêmement faible, montant très élevé). Cette réserve statutaire peut être utilisée en cas de survenance des risques décrits ci-dessous, notamment dans l'hypothèse où l'assurance des risques de contrepartie (cf.note 3.4.1 Risque de contrepartie) ne suffirait pas à couvrir les risques du jeu.

Les risques couverts sont :

- les risques opérationnels pouvant survenir à tout moment du cycle de vie des jeux (conception, production des supports, logistique, commercialisation, ...). Ils sont couverts à hauteur de 52 M€ au 30 juin 2021, comme au 31 décembre 2020 ;
- les risques de contrepartie rares et extrêmes, évalués ponctuellement en cas de modification majeure de l'offre de jeux ou du comportement des joueurs. Au 30 juin 2021, comme en 2020, ils sont couverts à hauteur de 40 M€.

La réserve statutaire s'établit à 92 M€ au 30 juin 2021, comme au 31 décembre 2020.

13 Transactions avec les parties liées

13.1 Etat

L'État n'est plus actionnaire majoritaire au capital de FDJ mais dispose d'un contrôle étroit lui accordant des prérogatives spécifiques dont notamment un droit de veto octroyé au commissaire du gouvernement sur les décisions prises au cours des instances de FDJ, l'approbation par décret des modifications des statuts de FDJ, et également l'obtention d'un agrément préalable des Ministres chargés de l'Économie et du Budget, après consultation de l'Autorité Nationale des Jeux pour l'entrée en fonction du Président, Directeur général et Directeurs généraux délégués de FDJ.

Le Décret Droits Exclusifs du 17 octobre 2019 fixe des fourchettes et/ou plafonds de TRJ par gamme de jeux tandis que l'article 138 I° de la loi Pacte met ainsi en place un prélèvement au profit de l'État calculé sur la base du Produit Brut des Jeux soit, en l'occurrence, la différence entre les sommes engagées à partir du 1^{er} janvier 2020 par les joueurs et les sommes à verser ou à reverser aux gagnants. Le taux de ce prélèvement est fixé à 54,5 % pour les jeux de tirage traditionnels dont le premier rang est réparti en la forme mutuelle et à 42 % pour les autres jeux de loterie. Les conditions et modalités de recouvrement annuel de ce prélèvement sont définies par décret.

Les montants inscrits à ce titre au compte de résultat et dans la situation financière pour les deux périodes sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>		30.06.2021	31.12.2020
Etat de la situation financière - Actif	Droits exclusifs d'utilisation (valeur brute)	380,0	380,0
Etat de la situation financière - Actif	Acompte sur prélèvements publics	0,0	165,4
<i>En millions d'euros</i>		30.06.2021	31.12.2020
Etat de la situation financière - Passif	Prélèvements publics (incluant LNR)	305,6	412,0
Etat de la situation financière - Passif	Fonds joueurs clos au 1er janvier 2020	0,0	156,0
<i>En millions d'euros</i>		30.06.2021	30.06.2020
Compte de résultat	Prélèvements publics	1 815,4	1 429,8

La convention conclue entre l'Etat et FDJ, en date du 17 octobre 2019, prévoit qu'au terme normal ou anticipé des droits exclusifs, les biens strictement nécessaires à l'exploitation des droits exclusifs sont repris par l'État contre une indemnité correspondant à la valeur vénale des immeubles et la valeur nette comptable des autres immobilisations.

Les transactions entre FDJ et d'autres entreprises publiques (France Télévisions, EDF, SNCF, La Poste) sont toutes réalisées à des conditions normales de marché.

13.2 Autres parties liées

Les transactions entre FDJ et ses filiales consolidées par intégration globale, qui sont des parties liées, sont éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées dans cette note.

La dotation à la Fondation d'entreprise FDJ au 30 juin 2021 s'élève à 1,5 M€ (pas de dotation au 30 juin 2020).

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec un membre des organes de direction ayant une influence notable sur le Groupe.

14 Procédures contentieuses et judiciaires en cours

Des adhérents de l'Union Nationale des Diffuseurs de Jeux (UNDJ) ont assigné La Française des Jeux en mai 2012 devant le Tribunal de Commerce de Nanterre pour voir prononcer la résiliation judiciaire de l'avenant au contrat de courtier mandataire signé en 2003. Cette procédure est actuellement en cours devant le Tribunal.

Le 6 août 2015, 67 courtiers-mandataires ont assigné La Française des Jeux, auprès du Tribunal de Commerce de Paris. Ils ont formulé des demandes de dommages et intérêts, suite à la résiliation de leurs contrats de courtiers mandataires. Le 3 octobre 2016, le Tribunal a débouté les courtiers de l'intégralité de leurs demandes. Ils ont fait appel de cette décision en novembre 2016 auprès de la Cour d'Appel de Paris. Par arrêt du 27 mars 2019, la Cour d'Appel de Paris a confirmé le jugement en toutes ses dispositions. Les courtiers-mandataires ont formé un pourvoi en cassation à l'encontre de cet arrêt en juin 2019. Par arrêt du 12 mai 2021, la Cour de cassation a constaté l'interruption de l'instance et imparti un délai de quatre mois aux parties en vue de la reprise d'instance. A défaut de l'accomplissement dans ce délai des diligences nécessaires, la radiation du pourvoi sera prononcée. Cette affaire sera à nouveau examinée à l'audience du 21 septembre 2021.

FDJ a assigné le 23 mai 2017 Soficoma, société civile, pour voir constater la perte de sa qualité d'actionnaire de FDJ. Par jugement du 23 mai 2019, le Tribunal de commerce de Marseille a fait droit à la demande de FDJ. Soficoma a interjeté appel de ce jugement le 20 juin 2019 devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence. Cette affaire est en cours devant la Cour d'Appel.

Parallèlement, Soficoma a assigné FDJ le 27 décembre 2017 devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour voir constater sa qualité d'actionnaire de FDJ et la voir condamner à lui verser le montant de ses dividendes. Cette affaire a fait l'objet d'un sursis à statuer en raison du litige actuellement en cours devant la Cour d'appel d'Aix en Provence.

Par courrier en date du 20 mai 2021, le Conseil d'Etat a appelé FDJ dans une procédure introduite en décembre 2019 par quatre requérants afin qu'elle présente des observations. Ces requérants -The Betting and Gaming Council, Betclik Enterprises Limited, European Gaming and Betting Association et SPS Betting France Limited - ont intenté quatorze recours pour excès de pouvoir contre l'Ordonnance n°2019-1015 du 2 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard, le Décret n° 2019-1060 du 17 octobre 2019 relatif aux modalités d'application du contrôle étroit de l'Etat sur la

société La Française des jeux, le Décret n° 2019-1061 du 17 octobre 2019 relatif à l'encadrement de l'offre de jeux de La Française des Jeux et du Pari mutuel urbain, le Décret n° 2019-1105 du 30 octobre 2019 décidant le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société anonyme La Française des jeux, l'Arrêté du 6 novembre 2019 fixant les modalités de transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société La Française des jeux, l'Arrêté du 20 novembre 2019 fixant le prix et les modalités d'attribution d'actions de la société La Française des Jeux, le Décret n°2019-1563 du 30 décembre 2019 relatif à l'approbation des statuts de la société La Française des jeux et le Décret n° 2020-494 du 28 avril 2020 relatif aux modalités de mise à disposition de l'offre de jeux et des données de jeux. Ces recours sont actuellement en cours devant le Conseil d'Etat.

15 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	30.06.2021	31.12.2020
Engagements donnés		
Cautions et garanties à premières demandes	30,3	32,4
Contrat de parrainage	26,2	30,2
Fonds d'investissement	38,9	44,5
Engagements de bonne fin*	101,6	113,6
Droits d'images des coureurs et engagement association L'Echappée	1,8	1,2
Compte séquestre	-	1,1
Loyers immobiliers	4,8	2,4
Hypothèque sur bien acquis	90,9	95,4
Paris 2024 partenariat	-	22,2
Autres Engagements donnés	1,2	0,9
Total engagements donnés	295,7	344,1
Engagements reçus		
Engagements reçus de bonne fin et restitution d'acomptes	117,6	115,1
Garantie de restitution des mises et paiements des lots	403,6	378,4
Assurance couverture du risque de contrepartie	130,0	150,0
Lignes de crédit confirmées	150,0	-
Total engagements reçus	801,3	643,5

*Dont contrats imprimeurs 31,8 M€ en 2021 et 33,8 M€ en 2020

16 Evénements postérieurs à la clôture

Deux plaintes ont été déposées après la privatisation de la FDJ auprès de la Commission européenne, référencées dans le registre des aides d'Etat de celle-ci sous les numéros SA. 56399 et SA. 56634, pour octroi supposé d'aides d'Etat (sous la forme de garantie, de traitement fiscal préférentiel et d'octroi de droits exclusifs pour une rémunération insuffisante).

Le 26 juillet 2021, la Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie à l'encontre de la France sur le caractère approprié de la somme de 380 millions d'euros versée en «rémunération des droits exclusifs accordés» sur les paris sportifs en point de vente et la loterie. Le sujet de la garantie a été clôturé par la Commission, cette dernière confirmant l'absence de garantie au sens des aides d'Etat, et l'enquête préliminaire faisant suite aux plaintes est toujours en cours sur le traitement fiscal.

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021)

A l'Assemblée générale
La Française des Jeux
3-7, quai du Point du Jour
92100 Boulogne Billancourt

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société La Française des Jeux, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne

comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 juillet 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés

Philippe Vincent

Jean-Paul Collignon

Jean-François Viat

Nadège Pineau